

LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Quand l'homme découragé gémit qu'il n'y a plus rien à faire, c'est toujours que tout reste à faire ou à recommencer et c'est le moment de s'y coller sans délai. »

Marcel Martinet

N° 1531

du 30 octobre au 5 novembre 2008

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

QU'UN VENT SOCIAL LES EMPORTE...



M 02137 - 1531 - F: 2,00 €



Sommaire



L'École se rebiffe, par I. Aubel, page 4

Orage à la **Météo**, par D. Pression, page 5

Brèves de **brèves**, page 6

Fronts butés, par H. Lenoir, page 7

Un rayon de **soleil?** par J.-P. Germain, page 8

Les pauvres passent à la caisse, par P. Paraire, page 9

Bouffons de **curés**, par Pathote, page 10

Libertaires et **scientifiques**, par un anarchiste, page 11

Pour l'Anarchie, par Thierry-le-Phocéen, page 14

Siffler n'est pas jouer, par M. Rajsfus, page 15

Luttes anticarcérales made in USA, page 17

Au **cinoche**, par H. Hurst, page 19



Le monde merveilleux du **travail**, par N. Potkine, page 20

Mouvement, page 21

La **Radio** sans dieu ni maître, page 22

L'agenda des poteaux, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

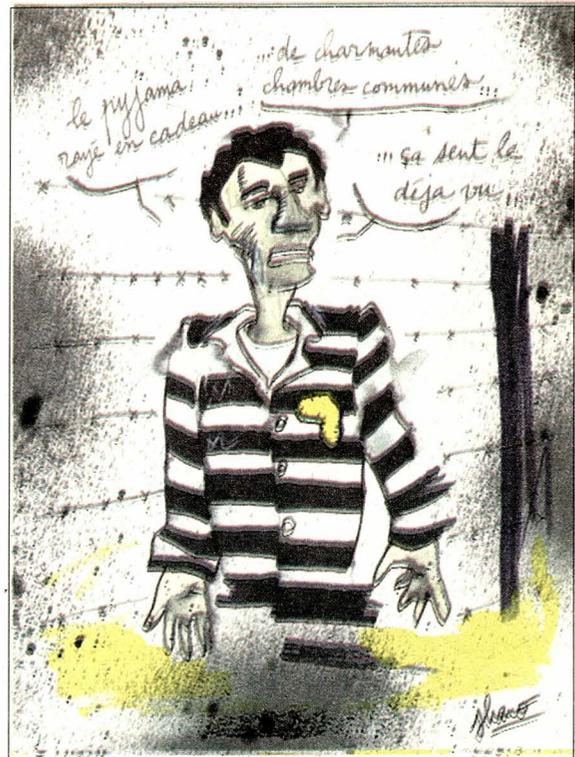
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Retour aux sources

Toute personne honnête et lucide est en droit d'émettre des doutes si nous affirmons que les plus ignobles crapules peuvent énoncer des sentences possédant les apparences de la vérité. Vous en doutez? Alors découvrez le constat que résume en une phrase Warren Buffett, le numéro un des milliardaires américains: « La lutte des classes existe, et c'est la mienne qui est en train de l'emporter. » D'aucuns – et le fait qu'ils soient nombreux ne change rien à l'affaire – pensent qu'au contraire le capitalisme est en train de vaciller et qu'il suffirait de peu pour précipiter son effacement. C'est oublier un peu vite que le capitalisme du désastre (configuration contemporaine de ce système) possède une faculté rare pour se régénérer grâce aux crises qu'il provoque et aux catastrophes climatiques dont il se repaît. Le capitalisme ne relève pas d'une loi naturelle, d'ailleurs, avec une jouissance particulière dans le ton, Buffett l'exprime explicitement. C'est bien le rapport de force entre exploiters et exploités, aujourd'hui en faveur du capital, qui est le facteur déterminant les conditions d'existence des uns et des autres sur notre planète. La volonté d'émancipation des travailleurs serait-elle exsangue? Partir de ce postulat reviendrait à aller un peu vite en besogne, pour autant il est clair qu'une lourde chape de plomb pèse sur elle tellement les sédatifs ou narcotiques dont on la bombarde contribuent à entretenir un climat d'hébétéude, de soumission, de résignation. Pour illustration de ce que nous affirmons, prenons le pays où le chef des sales cons nous prend tous pour des pov'cons, vous y verrez des médias se prosterner dévotement devant l'image de l'éternelle fiancée de Jésus, laquelle a cassé sa pipe après avoir bien bourré le mou des chiffonniers pour les persuader que crever la dalle tout en étant vêtu de haillons relevait de la volonté du Fabriquant de bures et burettes céleste. Nous pourrions multiplier à l'infini les exemples ou l'injonction de devoir débonder nos glandes lacrymales le dispute à l'excitation des plus basses passions. Les Diafoirus de l'UMPS nous prient de croire (sic) qu'ils concoctent un élixir qui redonnera au capital sa fraîcheur d'origine et son innocence perdue, ni plus ni moins. Tout se paiera un jour. Les bulles financières éclatent et projettent sur les travailleurs des pluies acides qui les rongent? Parions que ces brûlures nous souderont dans la colère, alors nous filerons des grands coups de latte dans toutes les armoires à pognon du monde, ainsi, Buffett et Nicolas apprendront à leurs dépens que... la Commune n'est pas morte.



Pierrot

groupe libertaire d'Ivry-sur-Seine

HORTEFEUX, MINISTRE DE L'IMMIGRATION et de l'identité nationale, invite ses petits collègues européens dans la charmante ville de Vichy

Revenir à Vichy

Lundi et mardi prochains (3 et 4 novembre) la 3^e conférence européenne sur « l'intégration » (sic) réunissant 27 ministres européens de l'intérieur et de la justice, afin d'uniformiser les différentes politiques migratoires des pays membres de l'UE, aura lieu à Vichy. Il faut prendre la mesure de la provocation symbolique que constitue le choix de Vichy: véritable entreprise de réhabilitation. Comme si Vichy était un lieu neutre, comme s'il ne s'y était rien passé. En parallèle, il s'agit aussi de faire comme si rien ne se passait aujourd'hui: contrôles racistes, rafles, enfermement en camps spéciaux, éloignements forcés, sont présentés comme normaux, banalisés, invisibilisés.

Vers un dispositif européen de contrôle de l'immigration! Ce sommet s'inscrit dans la continuité du Pacte européen sur l'immigration et l'asile adopté lors du sommet à Bruxelles et de la conférence euro-africaine tenus en octobre.

Hortefeux a précisé les objectifs de ce pacte en trois points: « organiser la migration légale » et « lutter contre l'immigration illégale » (contrôle accru des deux côtés); « pas de régularisations massives »; « partenariats avec les pays d'origine ». C'est dans cette dernière perspective que s'est tenue la conférence d'octobre, qui visait à contraindre les États africains à prendre en charge une partie des mesures répressives dirigées contre les migrants. Comme annoncé en introduction, le sommet de Vichy a pour objectif de travailler à l'unification européenne des différentes méthodes de contrôle et de répression des migrations.

Une politique sécuritaire

Il s'agit d'abord de développer, de tester et de mettre en œuvre un certain nombre de techniques sécuritaires, tant aux frontières, qu'à l'intérieur des pays: agence paramilitaire Frontex chargée de surveiller les frontières de l'UE dotée de 450 gardes frontières, 16 navires, 27 hélicoptères; divers systèmes de surveillance sophistiqués (satellites Galiléo) y compris biométriques (EURODAC permet de comparer les empreintes digitales des migrants, passeports biométriques,

ADN...); complexification du dispositif juridique et des techniques policières. On assiste ainsi à une véritable démonstration de force de l'État policier qui cherche à contrôler non seulement les entrées et les sorties sur son territoire mais également, au quotidien, les plus pauvres, en particulier dans les banlieues.

Une politique raciste

La droite xénophobe qui occupe aujourd'hui certains postes-clé des gouvernements européens, touchant en particulier à la gestion de l'immigration, influe de manière non-négligeable sur le contenu de ces politiques. Elle cherche à freiner au maximum les immigrations (en particulier africaine) et à contrôler plus spécifiquement certaines personnes en fonction de catégorisations racistes. On assiste ainsi à une résurgence du racisme, mais sous des formes nouvelles. En effet, les formes anciennes du racisme, forgées pour les besoins de la justification idéologique de l'esclavage ou du colonialisme, sont en crise. Les critères racistes doivent évoluer (de la couleur de peau à « l'origine ») pour s'adapter au contexte économique nouveau : l'emploi massif de travailleurs en situation irrégulière en contraste flagrant avec les discours sur l'immigration choisie.

Une politique juteuse

En effet, l'emploi de travailleuses et travailleurs en situation irrégulière représente une manne pour le patronat : directement, car leur situation de fragilité administrative les rend taillables et corvéables à merci, véritable « délocalisation sur place » (E. Terray) dans des secteurs par ailleurs non-délocalisables (nettoyage, bâtiment, restauration); et indirectement, car l'existence de travailleurs sans protection du droit du travail permet au patronat d'exercer une pression à la baisse sur les salaires, les conditions de travail, etc. En ce sens, pour la droite libérale, amie du patronat, la « flexibilité » des travailleurs sans-papiers (salaires au-dessous du SMIC, charges patronales zéro) doit représenter quelque chose comme un idéal, un modèle à généraliser à l'ensemble des travailleurs.

Avec ou sans papiers, nous sommes tous et toutes concernés! Si nous laissons les dispositifs sécuritaires, les discours fascisants, et les rouages d'exploitation croître et se multiplier à l'encontre des sans-papiers, les classes populaires dans leur ensemble risquent à court terme d'être elles-mêmes les victimes de la généralisation de ces mécanismes. Il est essentiel de manifester d'une manière ou d'une autre une opposition claire et déterminée à ce qui va se tramer à Vichy lundi et mardi prochain, et de s'organiser efficacement pour contrer ces néo-fachos. Pour commencer et pour celles et ceux qui le peuvent, une manifestation aura lieu à Vichy lundi 3 novembre à 18 heures. P

Ouverture des manifs le dimanche !



Manifestation pour l'enseignement du 19 octobre 2008. Photo de Patrice Leclerc (Photothèque du mouvement social).

ENVIRON 80000 PERSONNES qui vont sur le pavé un dimanche, ça commence à faire beaucoup n'en déplaise au ministre.

La province s'est déplacé en masse

La mobilisation n'est pas encore à la mesure du mécontentement qui se transforme en colère dans les écoles et les lycées.

Les suppressions de postes, la réduction des horaires, le mépris et la déconsidération des enseignants, les programmes réduits à de l'utilitarisme primaire, la pédagogie considérée comme inutile, tout est calculé pour faire des économies mais surtout pour détruire l'école publique.

Nous avons appris officiellement la mort des réseaux d'aide aux élèves en difficulté la veille de la manifestation. Les enseignants spécialisés étaient donc particulièrement en colère et visibles dans la manif grâce à leurs gilets jaune fluo. Ils ont même débordé le carré de tête en début de manif.

On assistera également en fin de manif à un acte de solidarité des enseignants envers les manifestants tamouls encerclés par les forces de police. Nous fûmes quelques militants CNT à nous joindre à la joyeuse pression qui obligera les gendarmes à devenir très mobiles et céder devant les manifestants.

Cette manifestation regroupait pour la première fois depuis longtemps des

personnes qui exprimait d'abord un immense « raz-le-bol! »

Ce rassemblement a redonné un peu de vitalité aux participants. Je remarque que depuis deux jours les réactions deviennent plus vives dans les écoles.

La communication s'accélère

Le mépris affiché du ministre exaspère presque autant que ses réformes bâclées et idéologiquement insupportables.

Le modèle américain ne fait pas recette auprès des enseignants. On connaît l'in vraisemblable degré d'ignorance de l'Américain moyen!

Non Darcos! On ne veut pas de l'école que tu proposes. On ne pas fabriquer le volant de chômeurs soumis dont toi et tes comparses avez besoin!

Il faut espérer que cette manif n'est que le début du combat, il reste beaucoup de monde à réveiller. L'école dont nous rêvons, vivante, culturelle, ouverte sur le monde, c'est à nous d'être encore suffisamment optimistes pour la faire connaître au travers de ces mouvements sociaux. C'est peut-être dans cette réaction au totalitarisme que les enseignants pourront découvrir cette autre école.

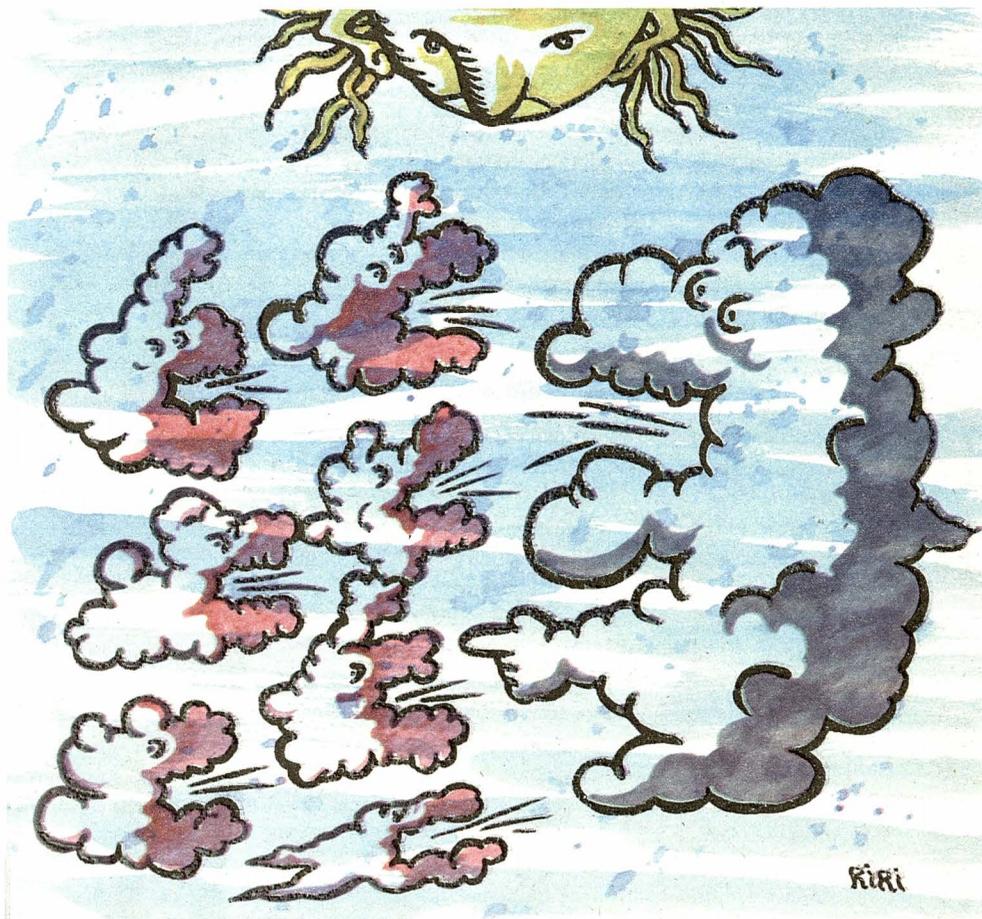
Isabelle Aubel
groupe Pierre Besnard

Meteowars

Il y a pas très longtemps dans une galaxie toute proche, très proche...

POUR FAIRE UNE PRÉVISION météorologique, il faut un réseau de données qui délivre une image du temps à l'échelle du pays, d'une région à un instant donné. Cette image est comparée à l'image de l'instant précédent. On en déduit une évolution du temps. Cette évolution observée est traitée par des ordinateurs pour lui faire subir les lois de la mécanique des fluides et donc de l'atmosphère. À la sortie, on obtient un modèle de prévision qu'il faut alors adapter aux réalités nationales, régionales ou locales. Les banques de données (températures, humidité, ensoleillement, vent...) ainsi collectées sont aussi vendues à divers clients (agriculture, commerce, transport, santé...).

Un récent rapport de la cour des comptes n'hésitait pas à comparer l'incomparable: Météo-France gestionnaire du réseau de veille et ses concurrents. Le principal concurrent vient d'ailleurs d'être racheté par *Le Figaro*. Il s'agit souvent d'entreprises qui utilisent les banques de données du réseau météorologique pour en faire une analyse et présenter une prévision ou une assistance adaptée. Ce rapport s'étonnait de la différence en personnel et en implantations territoriales. À Météo-France 3 200 agents contre une dizaine dans les boîtes concurrentes, 115 centres à Météo-France contre souvent un seul chez les concurrents. L'administration, avec son grand souci d'économies, de réformes et de modernisation des services publics (Réforme générale des politiques publiques) n'en attendait pas moins. Il faut savoir que l'échelon départemental de la prévision est déjà issu de mouvements de revendications importants dans les années 1980-1990. Les organisations syndicales avaient, à l'époque, réussi à imposer l'idée d'un service public au plus près des usagers. Et, d'ailleurs, nombreuses ont été depuis les démonstrations d'efficacité de cette infrastructure, notamment lors de catastrophes naturelles (Vaison-la-Romaine). Dans le même temps, les centres départementaux ont été, par l'utilisation des micro-ordinateurs, les fers de



lance de l'informatisation du réseau national. Mais n'oublions pas que nous sommes dans un pays centralisateur et jacobin. Les directions centrales qui se sont suivies depuis n'ont jamais très bien accepté cet état de fait.

L'occasion était donc trop belle. Un plan de stratégie est élaboré avec comme prétexte qu'il n'y a pas désormais besoin d'être auprès des gens pour travailler en proximité. L'objectif est fixé à 40 centres au lieu des 115; d'où 130 suppressions de postes d'ici à 2012, 500 d'ici à 2017 en ne remplaçant qu'un départ à la retraite sur deux tout au long de ces années.

Le cahier de revendications est donc simple à définir. La préoccupation pour les métiers et les conditions de travail est tout aussi vive. La mobilisation, après une première grève en juin, fut donc très rapidement imposante. L'automatisation ne permet pas une lisibilité facile des mouvements. Il faut donc communiquer vers les médias et trouver des moyens d'action, à la mesure du rapport de forces, souvent à la frontière de la légalité. Ainsi 500 agents de toute la France se sont retrouvés dès le mardi 14 octobre à Toulouse (centre national employant un millier de personnes) pour bloquer les travailleurs

réquisitionnés dans le but d'assurer la continuité du service d'État (il faut comprendre derrière cela des histoires de sécurité des biens et des personnes et aussi des notions d'indépendance nationale). La réponse de l'État ne s'est pas fait attendre: charge de CRS, déblocage à coups de gaz lacrymogènes, mise au travail des notifiés sous surveillance policière...

Ce samedi, des négociations se sont ouvertes. La crise financière oblige peut-être le gouvernement à donner du mou sur la bataille de l'emploi. La météo constitue souvent un facteur de croissance pour de nombreuses entreprises (EDF économise une centrale nucléaire en gérant la production d'électricité en fonction des prévisions de température). Ce n'est pas en huit jours qu'il faut espérer mettre à bas un plan prévoyant des suppressions d'emplois jusqu'en 2017. Mais la mobilisation montre la vigilance de toutes et de tous. De nombreux orages sont donc prévus, pour les années qui viennent à Météo-France.

Théo Trucmay

Sur YouTube, vous pouvez trouver à Meteowars quatre petits films pastiches du Starwars et reprenant des moments du conflit météo.

Ça branle dans le (di)manche

Selon un sondage CSA-Le Parisien réalisé les 15 au 15 octobre auprès de 958 personnes, 52 % des sondés seraient favorables à l'ouverture des magasins le dimanche, et 45 % contre. Mais parmi ceux qui se déclarent salariés, 51 % sont opposés. Déduits les sans-opinion, cela nous fait 45 % de salariés pour l'ouverture le dimanche. C'est encore bien trop, mais cela montre malgré tout que pour prétendre que « les Français sont majoritairement pour », le gouvernement joue sur les 7 % de non salariés qui veulent envoyer les autres bosser le dimanche, sans jamais risquer eux-mêmes d'y être contraints. Un conseil pour eux: qu'ils aillent tous à la messe et que dans une explosion fantastique façon bons enfants, leur dieu les rappelle à lui. On attendra lundi pour les obsèques!

Encore deux suicides en prison. .

Un détenu d'origine marocaine qui purgeait une peine de 30 ans de réclusions pour meurtre (dont 20 avec sûreté) s'est pendu vendredi 17 octobre dans sa cellule de la maison d'arrêt d'Ensisheim (Haut-Rhin), après la pendaison d'un mineur à Strasbourg. Il n'était pourtant pas connu des services pénitentiaires pour avoir des tendances suicidaires: on peut leur faire confiance! Un second détenu âgé de 52 ans s'est pendu dans la nuit 22 octobre à la maison d'arrêt de Loos, près de Lille. Les secours sont intervenus dans la nuit, mais malgré les soins prodigués par le Smur, la personne est décédée. Ce qui porte à 91, le nombre de suicides dans les prisons françaises depuis début 2008.

Fliqués dès le cartable

Communiqué de presse reçu sur mon lieu de travail: « Le Kiditel n° 2 'compagnon de vos enfants' est arrivé! Réunions de dernières minutes, embouteillages, baby sitter absente, Kiditel est l'outil indispensable qui vous garantit la tranquillité et apaise vos inquiétudes! Kiditel est un petit boîtier compact et portatif à glisser au fond du cartable. Il vous permet de connaître la position géographique de votre enfant à tout

moment de la journée et ce, grâce à une simple connexion Internet ». Attention les gosses: Big Brother is watching you, too!

Journée anti-Edvige

La manif unitaire des libertaires à Lyon contre « Edvige » a rassemblé environ 1 000 personnes. La manif était calme, les slogans habituels et la présence policière, forte. En bref, une manif... « Peinarde ». Une petite centaine de personnes dans les rues de Besançon contre le fichage. La FA, Scalp et la CNT étaient présentes, avec la banderole de Scalp « Fichage, flicage, ras-le-bol... Flicaille dégage! ». Les personnes rassemblées sont ensuite parties en manifestation jusqu'à la préfecture aux cris de « À bas l'État policier! Fichés partout, libres nulle part... ».

Ce n'est qu'un début ?

Pour la première fois en France, un prêtre de l'Opus Dei, orga catho intégriste, a célébré une messe dans une église de Toulouse devant quelque 500 fidèles.

Poubelle de l'environnement

Le texte a été adopté largement à l'Assemblée en première lecture, entre les voix de la majorité UMP et celles du PS, qui a décidé de le voter à l'unanimité. Pour les communistes qui ont voté contre: « C'est la première fois qu'en France on a un débat aussi important sur les problèmes d'environnement, mais que rien n'est proposé en matière de financement. » Enfin, 3 Verts sur 4 se sont abstenus. Abstention constructive?

Mineur tasérisé

À Marseille, mardi 21 octobre, un mineur de 15 ans a été « tase » par un CRS. RAIDH le Réseau d'Alerte et d'Intervention pour les Droits de l'Homme rappelle la nécessaire régulation de l'usage du Taser X26 et s'inquiète des dérives de l'usage de cette arme dans la chasse aux sans-papiers et sur des mineurs.

Trans agressé après l'Existrans

Le lendemain de l'Existrans, Shyne a été pris à partie par une demi-douzaine de

personnes, subissant dans un premier temps des insultes. Ces individus ont émis des insultes portant sur l'apparence masculine de Shyne et sur sa voix peu grave. L'ayant reconnu comme l'une des personnes qui ont manifesté la veille pour l'Existrans, ils l'ont ensuite passé à tabac. Shyne a été déclaré en incapacité totale de travail de 2 mois renouvelables, et a 2 côtes cassées et 22 points de sutures...

Jann-Marc Rouillan réincarcéré

Le 16 octobre, le tribunal d'application des peines siégeant à la prison des Baumettes à Marseille a décidé, après seulement cinq minutes de délibération, la révocation du régime d'aménagement de peine appliqué à Jann-Marc Rouillan depuis décembre 2007 après 21 ans de prison. L'appel sera jugé dans les 40 jours. Le pouvoir politique, opposé depuis des années à toute mesure d'aménagement de peine pour J.-M. Rouillan, vise ainsi à empêcher sa libération conditionnelle, prévue en fin d'année. Des juges ont décidé de mettre un militant politique en prison, non pour des actes accomplis, mais pour une seule phrase prononcée, c'est-à-dire pour ses opinions. Ces juges n'ont même pas pris la peine de motiver leur jugement.

Stratégie brune

Le groupe FA de Strasbourg nous prévient: « Les fachos français semblent décidés à surfer sur une stratégie qui a hélas, bien réussi ces dernières années en Allemagne: ils emboîtent le pas aux thèmes altermondialistes. Ils sont très habiles à séduire les plus jeunes par une rhétorique très rebelle et un look qui va avec. Dans des manif de fachos en Allemagne, on peut très bien voir des cheveux longs-katogans, des hard-rockeux, des gothiques et même des drapeaux noirs... Ils tentent par ce biais, de récupérer de jeunes militants libertaires peu armés contre la peste brune... » Vigilance!



Nouvelles des Fronts

*Je ne peux pas te donner de l'argent, je n'en ai pas.
Je ne peux pas te donner de l'instruction, je n'en ai pas.
La seule chose que je peux te donner,
c'est ma conscience d'ouvrier.*
D. Guedj

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

TRAHI PAR L'AVANT-GARDE! Comme toujours, ceux qui prétendaient nous amener le salut et la liberté nous ont trahis, la grève des footballeurs n'aura pas lieu... En fait, on s'en fout car comme chacun sait le football rend con – à quelques exceptions près – et le nationalisme rend con, lui sans exception. Rien d'étonnant alors que le sang impur qui coule dans les sillons tourne en eau de boudin. Et pendant ce temps-là, d'autres porteurs de vérité absolue nous inventent la journée de travail décent. Comme si le travail dans le monde capitaliste pouvait être pour le plus grand nombre décent, à quand la journée du travail des enfants décents? On se moque de qui, au moment où les boursicoteurs se cassent avec la caisse qu'ils ont préalablement vidée et en ayant ruiné des milliers de petits gogos dont la retraite par capitalisation s'est barrée en fumée. Ici, au moins, les retraités s'appauvrissent mais dignement et doucement manifestent même s'ils sont reçus comme des émeutiers par les représentants de l'État et leurs mercenaires publics. Quand un pays à peur de ses vieux, tous les espoirs sont permis! À en croire les chiffres, la crise est belle et bien là. On va en prendre plein la gueule sur toute la planète et ce ne sont pas les malvenues à Sarko, comme à Renault Sandouville, qui suffiront à nous protéger. Cela dit, l'occasion est à saisir pour dénoncer l'absurde et meurtrier capitalisme en prenant toutefois garde de ne pas retomber dans le mythe social-démocrate à la mode NPA.

Le chômage est déjà reparti à la hausse avec plus de 46 000 chômeurs de plus en catégorie 1 (les vrais, les autres sont des feignants) sur l'année 2008 et parmi eux un grand nombre d'intérimaires (35 000 emplois perdus en 2008) et de CDD. Ce qui a pour effet domino d'entraîner la suppression de 600 emplois chez le marchand de sueur Adecco. Crise encore, le patronat du bâtiment annonce la disparition possible de 180 000 postes, Kauffinan et Broad en prévoient déjà 166 et, re-domino, 50 agences

immobilières Orpi mettent la clé sous le paillason. Renault éternue et liquide 1 000 emplois en Normandie, Peugeot impose treize jours de chômage technique et Ford Aquitaine dix semaines de fermeture, les prolos de l'équipementier Continental à Rambouillet trinquent. L'usine sera délocalisée et 400 emplois iront au tapis d'ici à 2010. De plus en plus de sans-abris et l'entreprise Dunlopilo est en faillite, 3 200 personnes bientôt gérées par la super-usine à recycler le chômeurs, Pôle emploi, et ses 45 000 collaborateurs. Domino rime avec domination! De plus en plus de sans-papiers et le groupe papeter Matuissière et Forest saque 722 ouvriers en France. De moins en moins d'Edvige (mon œil) et Hewlett-Packard dégage 500 postes ici au sein de sa filiale EDS et quelque 24 000 de plus dans le monde. HP qui dans le même temps se voit condamné à verser 2,3 millions d'euros à ses 292 ex-salariés de l'Isle-d'Abeau (Isère) pour licenciements abusifs. Dans les Alpes-Maritimes, à Villeneuve-Loubet, ce sont trois cents emplois qui partent en fumée à Texas Instruments. À la Redoute, on craint le pire, 672 emplois devraient disparaître à terme. Helveticast, une fonderie du Maine-et-Loire, face aux dix-huit licenciements sur 90 salariés, les ouvriers ont menacé de faire sauter l'usine. À quand de tels projets dans la fonction publique où L'État continue de réduire la voilure et du même coup le service au public. 9 000 emplois supprimés prévus en 2009. Combien dans la police?

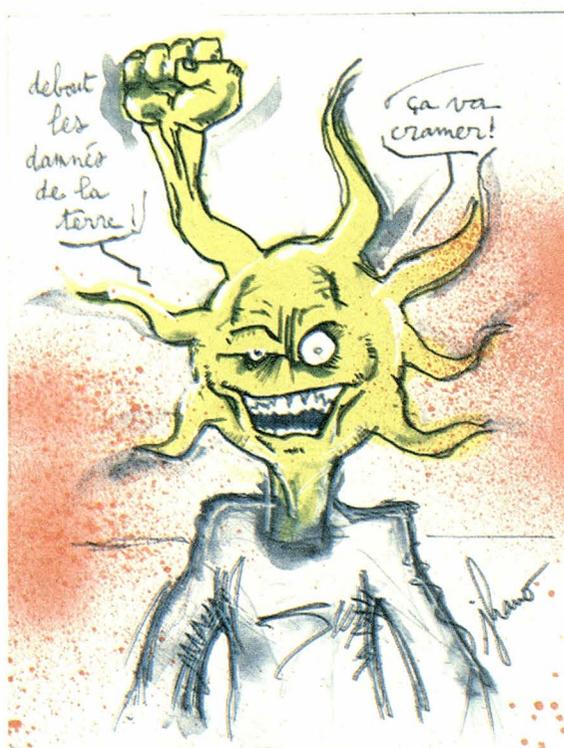
Côté grève, toujours en ordre dispersé. Grève RATP-SNCF en région parisienne contre les surcharges de travail, grève à la Météo face aux fermetures de 60 % des centres départementaux avec la disparition de 500 emplois à moyen terme et 44 à court terme. Appel à la grève aux Galeries Lafayette et au Printemps (Paris) contre le projet d'extension des horaires en nocturne et l'ouverture les dimanches. Grève à la brasserie Fischer à Schiltigheim (67), près de Strasbourg qui est menacée de fermeture en 2009 avec en consé-

quence 126 licenciements sur 306 producteurs de mousse. Grève des statisticiens publics (Insee, Dares) contre leur délocalisation à Metz. Grève et piquet de grève à la Météo. Grève massive dans les écoles parisiennes (au moins 45 % de grévistes) contre la réforme du primaire et le non-remplacement des enseignants absents. Grève domino, avec celle les animateurs de la ville le même jour, ce qui du coup rend difficile la mise en place du service minimum briseur de grève. Un exemple à méditer... Enfin, ça nous manquait, une manif d'enseignants contre les suppressions de postes (13 500 prévus en 2009) et la réforme des programmes. Manif le dimanche après la messe, autant dire une bénédiction anti-mobilisation réelle. Du même tonneau, un appel à une journée d'action nationale sans lendemain contre la privatisation de la Poste pour le 22 novembre. S'il vous reste des chrysanthèmes...

Dans le voisinage, rien ne va plus. Après Alitalia (moins 3 000), c'est Telecom Italia qui plonge et liquide 5 000 emplois. Pendant ce temps-là, le Duce-bis tente de supprimer le droit de grève dans les services publics et restaure la lettre de démission sans date: « Tu signes à l'embauche et je te vire avec ton consentement quand je veux », le CNE à côté c'était de la gnognotte. Quant à la bagnole, ça dégringole dur. Suède, Volvo annonce 4 000 suppressions de postes en plus des 2 000 prévus en juin. Espagne, Nissan prévoit sur deux ans le départ de 1 680 producteurs. Allemagne, General Motors ferme temporairement deux usines et 5 000 salariés seront mis au chômage technique. Brésil, à Belo Horizonte, Fiat met 1 700 ouvriers en congé obligatoire... Effet domino encoché et encore. Allemagne toujours, le géant de la distribution Metro réorganise ses hypermarchés, plusieurs centaines d'emplois sont menacés. Quant à PepsiCo, il remercie 3 300 faiseurs de bulles dans le monde. Ce n'est qu'un début, le capitalisme se restructure, crise ou guerre de classes?

En vrac pour finir, la crise, c'est pas pour tout le monde. Pour 2009, les carnets de commande des avions d'affaires explosent (en vol?), 1 300 livraisons, plus un très gros pour le Sarko au frais du contribuable qui après avoir racheté les banques peut bien faire encore un petit effort. Les Britanniques savent déjà que l'étatisation libérale (?) leur coûtera environ 2 500 livres par tête. Combien ici, où la demande d'aide alimentaire a augmenté de 8 % en deux ans? Combien aux États-Unis où on planifie 10 000 expulsions par jour. Combien pour les 30 % d'Ougandais, soit 9 millions d'individus, qui vivent avec moins de 1,50 \$ par jour, combien pour les 854 millions de personnes qui, selon la FAO, souffrent de la faim, soit un cinquième de l'humanité? Les pauvres vont payer l'addition, les parachutes resteront dorés pour les malfrats de la finance et le capitalisme sera toujours indécent. H.

Un rayon... de soleil ?



IL Y A QUELQUES SEMAINES une drôle de nouvelle est parue dans un journal américain (Army Times, expression de l'armée américaine). Était annoncée la création d'une unité militaire, la troisième division d'infanterie, à priori mise sur pied pour intervenir en cas de « désastre naturel ou d'attaques terroristes ». En lisant l'article, on apprend la vraie mission de cette brigade: elle « pourrait être appelée pour aider dans le cadre de troubles civils et pour le contrôle de foules ». Ayant passé plusieurs années en Irak, les soldats de cette unité sont donc aguerris pour s'attaquer à l'ennemi qui menacent les États-Unis... Le spectre des IWW et des martyrs de Chicago hante-t-il le territoire de l'Oncle Sam?

Dans notre Vieux Continent et plus précisément notre douce France, nous n'en sommes pas là, quoique! Le ministre du Travail défend urbi et orbi l'ouverture le dimanche pour des zones particulières. Comme le disait un responsable syndical: « Si généraliser le travail du dimanche constitue la seule préoccupation en période de crise, c'est vraiment petit. » Renchérissons: c'est sûrement comme ça que les pouvoirs publics comptent régler le problème du pouvoir d'achat! « Des horaires décalés, des salaires de misère! », « Augmenter les salaires, pas les horaires » scandaient, en réponse, les centaines de salariés des boutiques des galeries Lafayette et du Printemps en grève à Paris la semaine dernière. L'extension des horaires y est combattue par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et CFTC.

Pendant ce temps, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, abandonne (après deux grèves consécutives) sa décision de mettre en

place le service minimum d'accueil des élèves des écoles primaires. Affaire à suivre.

La dernière grande mobilisation syndicale en date aura été les 80 manifestations des retraités la semaine dernière¹. Donnant un bel exemple aux syndicats des actifs, CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC ainsi que la CGR-FP (Fédération des retraités de la Fonction publique) ont battu le pavé. C'est ce qu'on nomme, dans le jargon journalistique, une « très large unité ». Il est évident que la revendication est la même pour toutes et tous: la hausse des pensions de retraite, « des sous pour les retraités, pas pour les spéculateurs! »

On pourrait donc penser que le temps est plus clémente et plein d'espoir pour le monde syndical. Las, on est un peu interloqué par la réaction du secrétaire de la CGT, Bernard Thibault, à la lecture de l'Humanité Dimanche du début du mois d'octobre. C'est au sujet d'une interview croisée avec Jean-Claude Mailly, secrétaire de la CGT-Force-Ouvrière (cf. le Monde libertaire n° 1529, page 3). Le grand timonier de la porte de Montreuil pense que la présentation des deux textes « laisse inévitablement apparaître que FO est plus combatif que la CGT ». Si c'est lui qui le dit... Cerise sur le gâteau, l'HD a présenté dans son numéro du 9 octobre ses « sincères excuses »². Et le syndicalisme dans tout ça?

Jean-Pierre Germain

1. Retraités et retraités pourraient devenir l'avenir du mouvement syndical?

2. C'est le Canard enchaîné du 15 octobre qui met le pavé dans la mare.

Subprimes

Les pauvres seront tondus à ras

ON ENTEND DE TOUT sur la crise actuelle. On ne dit rien de ce dont il s'agit: 10 000 milliards de dollars manquent à l'appel. Ils ont disparu dans la débâcle boursière qui a frappé les plus grandes places financières du monde. Pour sauver ce système qui menace ruine, comme toujours on fera payer les pauvres, de Los Angeles à Djakarta, il est prévu de les tondre à ras. Plus un poil. Car le bouillon est amer: il faut récupérer quelque part les 1 500 milliards envolés avec les « subprimes », les 2 000 perdus par les grands fonds privés de pension de retraite, qui ont paniqué et trop vendu, et aller chercher quelque part les 6 000 milliards volatilisés au cours des braderies d'actions douteuses et des faillites bancaires. Les irresponsables de la finance mondiale ont gaspillé en six mois de folie l'équivalent des produits intérieurs bruts annuels additionnés du Japon, de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Cette crise du crédit immobilier américain est devenue bancaire, puis financière. Elle touche désormais toutes les places et menace de devenir monétaire. Elle entraînera à coup sûr une grave récession économique et pas seulement pour les pays riches.

Mettons rapidement en scène cette sinistre histoire: au commencement était l'an 2000. Jim Davis et Laura Cotton, respectivement cadre commercial chez Exxon et professeur d'art à l'université, veulent acheter une belle maison. Avec leurs 12 000 dollars mensuels, ils obtiennent sans mal un prêt bancaire avantageux, à taux faible et constant: c'est la « prime » accordée aux emprunteurs aisés; ils n'auront jamais de problème. Mais Tom Colby et Jeanna Hanson veulent eux aussi une belle maison. Lui est ouvrier chez Ford. Elle est vendeuse chez Macy's. Avec leurs 5 000 dollars, ils n'atteignent pas la barre de la « prime »; leur prêt sera dit « subprime », il aura un taux élevé et variable. Tom et Jeanna ne voient pas le danger.

2005: ça va mal chez Ford. Tom est en chômage technique. La Banque fédérale a relevé le taux directeur; du coup le taux du prêt est monté en flèche. Tom et Jeanna ont dû vendre leur maison de rêve à perte, et en vitesse. Le banquier fait la gueule, parce qu'il n'arrive pas à récupérer ses fonds. Les prix ont

chuté, il y a mévente. Alors il revend toutes ses créances douteuses à un de ces rapaces de Wall Street qui recyclent la charogne: un « hedge fund ». Un de ces « fonds de placement » qui font fortune en mélangeant des actions pourries et des actions saines pour les vendre ensuite dans des paniers garnis sur toutes les places du monde. Et comme tous les banquiers leur vendent ces créances douteuses, le virus des traites-bidon infecte les actifs de toutes les banques.

2007: le pot aux roses est découvert. Le système des subprimes capote. Des dizaines de milliers de familles ont remis sur le marché à prix bradé des maisons qui ne se vendent même plus parce que les banquiers désormais se méfient autant de leurs clients que de leurs collègues: est-on vraiment riche, en effet, lorsque l'on ne possède pour tout capital que des créances suspectes?

2008: comme un alpiniste qui dévisse le long d'une paroi rocheuse, le krach détruit jour après jour des milliards de dollars. Tout se dévalorise, tout se brade au cours de ventes-panique et de faillites bancaires spectaculaires. L'État américain, à qui la guerre d'Irak coûte 3 000 milliards, accepte de lâcher 1 000 milliards pour sauver les « bonnes banques », mais il manque encore 9 000 milliards. Cela veut dire, au plan mondial, au moins autant de

faillites à venir qu'il y en a eu depuis le début de la crise... Qui va éponger ces pertes?

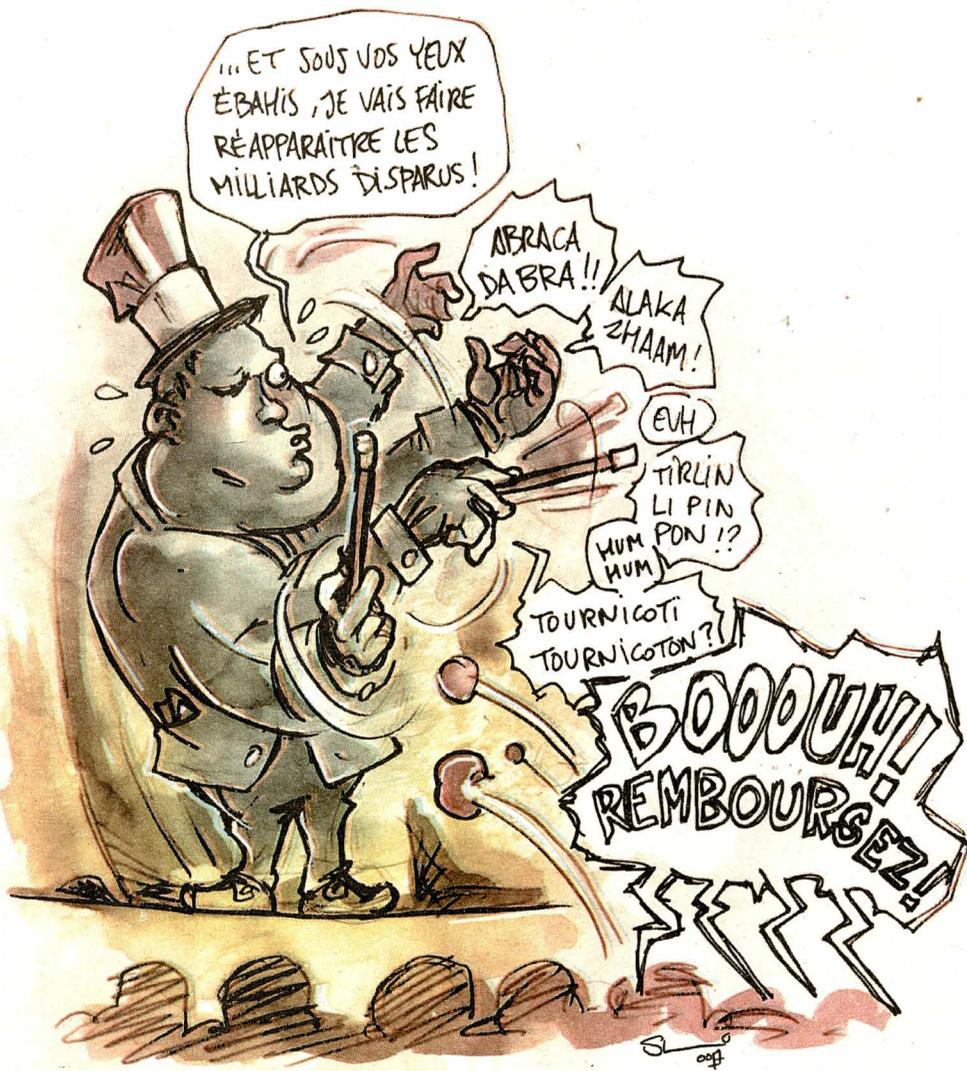
Alors, c'est très simple: ou bien les gens voient arriver la tondeuse sans rien dire et ce sera terrible: dépréciation de l'épargne populaire, précarisation des emplois, chômage, écrasement du pouvoir d'achat des ménages et hausse des prélèvements fiscaux, malgré toutes les belles promesses. Ces braves gens qui bossent vont payer une catastrophe provoquée par la voracité d'une poignée de faîneants, car même si la Chine et le Golfe renflouent le Titanic et raflent la mise en s'emparant du leadership mondial, la vie restera dure pour les petites gens qui souffriront les premiers de la récession mondiale.

Ou bien toutes ces victimes du capitalisme-voyou se révoltent et cessent de payer docilement aux caisses des hypermarchés, aux pompes des grandes surfaces, et au receveur des impôts.

Il ne reste plus aux pauvres qu'à dépouiller les riches. Parce que vraiment, là, c'est trop.

Philippe Paraire*

*. Auteur de *La Révolution libertaire*, *Le Temps des cerises*, 2008.



Les corbeaux croassent

PAS ÉTONNANT QU'AVEC un pape à régner comme Ratzinger, la fange réactionnaire de la clique des cathos ne se sente plus « saintement pisser » et ne rêve, entre autres, que de canoniser Pie XII, l'araignée qui se garda bien de broncher tandis que les nazis envoyaient massivement les Juifs vers les camps d'extermination pendant la Seconde Guerre mondiale. D'autres réacs, comme le curé de Toulouse, profitent de la présidence de Ratzinger au Vatican et de celle de Sarkozy au gouvernement, pour rappliquer dare-dare par la fenêtre restée ouverte de l'intégrisme.

Le premier à réagir à la béatification de Pie XII, dernière étape avant la canonisation, a été le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Le second, le président honoraire des communautés juives d'Italie, Amos Luzzatto, qui a estimé dans *La Repubblica* que celui qui a été pape à régner de 1939 à 1958, aurait dû se prononcer ouvertement contre la déportation des Juifs pendant la guerre. Il a ajouté que la béatification ouvrirait « une blessure difficile à refermer entre les juifs et les chrétiens ». Que les juifs et les chrétiens se foutent sur la gueule n'est pas nouveau. C'est sans doute pour ça qu'avant de rouvrir officiellement les hostilités, Ratzinger propose une « période de réflexion » sur le sujet, afin « de ne pas compliquer les relations avec la communauté juive ».

Là où la chose prend une tournure tragico-comique, c'est quand Ratzinger nous fait son saint caca nerveux et refuse tout bonnement de se rendre en Israël tant que la légende qui accompagne la photographie de Pie XII évoquant sa passivité face au sort des Juifs ne sera pas rectifiée au musée de l'Holocauste de Yad Vashem, à Jérusalem.

Résistance papale... passive

Visiblement, Ratzinger n'est pas près d'aller s'éclater à Jérusalem car, comme le rappelle le Crif: « Le pape Pie XII, soucieux à l'époque de ne pas rompre les ponts avec l'Allemagne, n'a jamais prononcé un discours clair dénonçant la monstruosité particulière de l'extermination de millions de Juifs. Il ne l'a d'ailleurs pas fait non plus après la guerre, ce qui est profondément choquant. »

Ceci n'a pas empêché Ratzinger, lors du 50^e anniversaire de la mort de Pie XII, de souhaiter qu'aboutisse le procès en béatification, de défendre l'attitude de son prédécesseur, face aux persécutions dont les Juifs ont été victimes pendant la guerre. Il a même tenu à rappeler que le pape avait œuvré « secrètement et en silence » pendant tout le conflit pour « évi-



ter le pire et sauver le plus grand nombre possible de Juifs ».

On est en droit de se demander, concernant l'une des plus sombres heures de l'histoire de l'humanité, ce que seraient devenus les survivants de l'holocauste si toutes les personnes qui ont aidé des Juifs à échapper au massacre nazi avaient eux aussi pratiqué la « résistance passive ». Mais cette polémique entre cathos et juifs occulte une fois encore les autres débats, comme les responsabilités du gouvernement de Vichy (en ces temps où une réunion internationale doit s'y tenir et fait également polémique) dans les déportations massives de la population juive vers les camps de la mort. En qu'aurait pu faire un pape résistant? On ne se pose pas non plus la question? Un pape n'est-il pas et ne sera-t-il pas toujours le représentant d'une Église au service de l'autorité et du pouvoir dominant? On se demande pourquoi il a fermé sa gueule: la réponse est tout simplement parce que la religion n'a jamais été antifasciste, sinon ça se saurait, comme elle ne sera jamais anticapitaliste! Le sabre et le goupillon ont toujours fait bon ménage, et ce durant toutes les périodes de l'histoire (voir plus bas, les liens tenus entre l'Opus Dei et le franquisme).

L'Opus Dei vaut bien une messe!

Dimanche 19 octobre 2008, les oies blanches venues assister à la messe de la Dalbade à Toulouse ont dû subir l'affront d'une chorale anticléricale qui s'était joyeusement regroupée aux portes de l'église au son de: « Ah si Marie avait connu l'avortement, nous n'aurions pas tous ces emmerdements » et autres blasphèmes. Il faut dire que, à l'intérieur, il y avait du beau linge intégriste: l'archevêque du diocèse, Robert Le Gall et le vicaire de l'Opus Dei en France, Antoine de Rochebrune. Le second félicita le premier d'avoir fait appel à ses services, alors qu'il était à la recherche d'un prêtre, même si cette décision « avait fait grincer quelques dents au sein même de son conseil épiscopal ». Dixit. Il n'est pas vain de rappeler aux jeunes générations que l'Opus Dei a été créé en 1928 en Espagne. Cette confrérie a soutenu le franquisme et ne l'a jamais renié. D'ailleurs, aujourd'hui, certains prêtres espagnols proches de cet organisme souhaitent béatifier les curés ayant été victimes des anarchistes et des républicains durant la guerre d'Espagne. Pour éviter tout affrontement devant l'église, la paroisse de la Dalbade avait mobilisé... ses scouts, relayés par la police, peu après, tandis que la foule scandait « Libérez nos enfants »!

« Debout les hâtés en herbe »

Il semble donc que les curés intégristes ont le vent en poupe ces temps-ci, le cul soufflé par les positions de Ratzinger, auxquelles viennent s'ajouter les gémissements de plusieurs présidents. Celui de la France n'est pas le dernier à venir lui faire courbette, accompagné par son bouffon ras-des-beaufs préféré. Il n'hésite pas non plus à militer ouvertement pour réintroduire des notions bibliques, pudibondes et mensongères, dignes des heures sombres du haut Moyen Âge, dans les livres d'histoire, relayé par les Boutin et autres culs-bénits de son gouvernement. Jamais le créationnisme venu de l'autre côté de l'Atlantique n'a eu autant de résonance en France, tandis qu'on assiste à une orgie de subventions accordées aux écoles privées au détriment de l'éducation publique. Jamais ce pays n'avait connu un tel recul des idées laïques et athées qui s'étaient enracinées grâce aux luttes des anticléricaux à la fin du XIX^e siècle et, surtout, jamais on n'avait connu une telle inertie ambiante: « Debout athées en herbes et brisons leurs entraves... divines! »

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash

Tyrannie de la technique

ou tyrannie du capitalisme ?



Un anarchiste

LE SAMEDI 13 SEPTEMBRE DERNIER, deux membres du collectif Pièces et main-d'œuvre (PMO) étaient invités à l'Athénée libertaire de Bordeaux, pour une conférence-débat sur la « Tyrannie technologique ». Le principal message de cette présentation aux relents de dystopie* cyberpunk et démagogique (« Nos idées sont virales », « Nous sommes des virus ») ne fut pas très subtil : « La technologie, c'est le pouvoir », « La technologie n'est pas neutre », « La société la plus avancée technologiquement l'emporte sur les autres », etc.¹ À la question « Quel comportement éthique suggérez-vous à un chercheur pour tenter d'infléchir l'évolution actuelle ? », la solution préconisée par ces deux conférenciers fut aussi simple que caricaturale : « Il faut arrêter la recherche scientifique et la production des savoirs sur les nanotechnologies. » Mon propos vise à apporter quelques considérations sur un des fondements objectifs de la tyrannie évoquée par PMO, et à rappeler quelques raisons subjectives pour lesquelles une société libertaire ne devrait pas faire l'économie d'une recherche scientifique.

Ayant assisté dans l'enceinte (forteresse) du CEA-Minatec de Grenoble à une conférence d'un des auteurs du rapport du Larsim² de 2007 sur les enjeux éthiques des nanotechnologies, j'ai été surpris de constater que ces membres de PMO reprenaient à leur compte

une partie de la rhétorique des dominants. On retrouve en effet dans ce rapport les mêmes énoncés que ceux débités par PMO à l'Athénée libertaire, mais dans un langage plus fleuri³. Si je peux comprendre cette posture habile de la part des auteurs du rapport, au service des dominants, tant elle permet d'éviter la remise en cause du désordre capitaliste en déplaçant le problème et toute la charge émotionnelle de révolte sur les technologies elles-mêmes, je ne la comprends pas du point de vue de PMO. Car, en acceptant les termes du débat ainsi posé et imposé par les dominants, PMO ne peut espérer guère plus qu'un petit toilettage éthique du système (et son inséparable « changement de stratégie de communication »), mais certainement pas une sortie du capitalisme ni des structures sociales basées sur un mélange variable de propriétés privées et étatiques. Et face à ses enquêtes de terrain (« Nous, on s'en tient aux faits, rien que les faits. ») qui ne visent, en fin de compte, qu'à donner réalité à un ensemble de présupposés dystopiques⁴, la question se pose de savoir ce que nous, anarchistes, aurons gagné une fois supprimées la recherche publique en général et les nanotechnologies en particulier. Les dignitaires religieux de toutes confessions, les patrons et les actionnaires, les élus politiques, leur désordre patriarcal, capitaliste et moral auront-ils disparu ? D'un point de vue histo-

rique, ni les religions ni le capitalisme n'ont eu besoin des nanotechnologies pour se développer.

Bien que les anarchistes doivent considérer avec prudence certaines tendances scientifiques de leurs ancêtres du XIX^e siècle, ils auraient tort d'adopter une posture ontologiquement « anti-scientifique » comme celle de PMO, et de croire

Ni les religions ni le capitalisme n'ont eu besoin des nanotechnologies pour se développer.

naïvement qu'une société libertaire pourra se passer de recherche scientifique. Comme tout service, cette recherche scientifique ne sera ni privée ni publique, mais gérée par les usagers eux-mêmes et subordonnée à la lutte contre toutes les formes de précarité, c'est-à-dire orientée en fonction des besoins biologiques et sociaux les plus triviaux des êtres humains (santé, alimentation, énergie, transport, communication, météorologie, etc.). La recherche scientifique pratiquée dans des microsociétés libertaires où seules subsisteront des hiérarchies de fonction, sans diplômes d'ingénieurs ni titres universitaires, sans salariat, sera l'affaire de tous et ne servira plus à remplir les étagères des boutiques de gadgets aussi inutiles que nocifs, ni à satisfaire les fantasmes de puissance des militaires chargés de leur protection. Quand les hommes et les femmes se sont mis à cuire leurs aliments grâce au feu, ils ont éliminé une grande partie des parasites qui contaminaient leur alimentation... augmentant ainsi la durée de vie (peut-être pénible et ingrate, mais c'est un autre débat). Maîtrisant peu à peu l'agriculture et l'élevage, ils ont pu se sédentariser, diversifier leur alimentation, socialiser et développer les premières formes de pensée symbolique. N'oublions pas non plus le caractère socialement et culturellement subversif que revêtaient dans les années 1950 et 1960 les travaux sur les pilules contraceptives, qui ont tant contribué à la mise en place concrète d'une planification des naissances dans les années 1970, quasiment un siècle après les théories avant-gardistes de Paul Robin. Ce n'est pas faire preuve de scientisme, ni d'une quelconque « religiosité scientifique » que d'écrire cela, mais tout simplement s'appuyer sur des constats.

Les énoncés généraux sur la compétitivité économique et le pouvoir basés sur les technologies s'avèrent en partie fallacieux. En effet, l'étude comparative de Needham⁵ corrobore l'idée que les structures sociales à la fin du Moyen Âge ont joué un rôle prépondérant sur l'impact des innovations techniques et sur le développement des sociétés européennes par rapport à celui de la société chinoise. Il est difficilement contestable que, en Europe, les effets de nombreuses inventions avaient vocation à être amplifiés, diffusés et exploités au maximum par une bourgeoisie boutiquière et industrielle, contrairement à la Chine, où la boussole,

l'imprimerie et la poudre, entre autres inventions, furent mises au point bien plus tôt qu'en Europe, mais ne transgressèrent jamais un ordre social dont la stabilité reposait essentiellement sur un État bureaucrate. Cet exemple révèle que les technologies avancées constituent une condition nécessaire mais non suffisante, contrairement aux affirmations de PMO, à la transformation d'une société et de ses hommes, et que, d'une certaine façon, elles jouent plus sur la « thermodynamique » de ces éventuelles transformations sociales que sur leur « cinétique ». Le problème pour les anarchistes réside par conséquent moins dans les technologies proprement dites que dans le désordre capitaliste, avide de nouveautés commercialisables (techniques, culturelles surtout, y compris contre-culturelles), mais allergique aux nouveautés sociales susceptibles de le remettre en cause. Les écocatastrophistes dénoncent souvent cet argument comme une mauvaise raison pour continuer à ne rien faire. Dans le premier numéro de la revue *Survivre*⁶, un mathématicien

Si une maison brûle, on commence par éteindre le feu en jetant de l'eau dessus; l'analyse des vraies causes c'est pour après.

au talent exceptionnel nous exhortait déjà à agir vite et radicalement: « Si une maison brûle, on commence par éteindre le feu en jetant de l'eau dessus; l'analyse des vraies causes c'est pour après. Et si on veut lutter contre un appareil qu'on a reconnu condamnable et mortellement dangereux, on commence par renoncer à se faire payer par ce même appareil, et à avertir du danger ceux qui ne l'ont pas vu encore. » Sans oublier son œuvre scientifique, je ne peux que rester circonspect devant l'issue d'une trajectoire ponctuée de textes alarmistes⁷, de démissions et de boycotts fracassants (suivis d'embauches plus discrètes): d'abord, le naufrage pathétique dans une mystique des rêves⁸, puis l'isolement total quelque part dans les Pyrénées à partir de 1991. Quant à la métaphore de « la maison qui brûle », entre-temps devenue chiraquienne, elle ne résiste pas à l'enseignement dispensé aux équipiers de première secours en cas d'incendie dans un bâtiment: d'abord reconnaître le type de feu puis, le cas échéant, projeter de l'eau au (x) foyer(s), de manière à ne pas le propager ni l'amplifier.

Que la recherche publique, celle pour laquelle l'association « Sauvons la recherche » demande plus de crédits et de fonctionnaires sans remettre en cause des hiérarchies socio-économiques, ne serve à satisfaire quasiment aucun des besoins sociaux de toutes les personnes de mon entourage direct, famille, amis, collègues, et qu'elle n'ait pas allégé la plupart des hommes et des femmes des obligations scandaleusement excessives du travail salarié,





sont des banalités qui vont sans dire. Quels que soient l'angle et l'échelle de temps sous lesquels on la considère, la recherche publique est au service des sociétés privées, c'est-à-dire des hommes propriétaires des moyens de production et des institutions militaire et policière, donc des serviteurs de l'État chargé de la protection de la propriété privée, en somme, au service des dominants du désordre socio-économique actuel. J'ajoute que, pour beaucoup de chercheurs professionnels, qui ignorent la définition même (voire l'orthographe) du mot « éthique », peu importe le contenu de la recherche pourvu qu'ils y trouvent un moyen de subsistance et de promotion personnelles (gratifications narcissiques,

La recherche publique est au service des sociétés privées, au service des dominants du désordre socio-économique actuel.

mais surtout enfants à « élever », d'autant plus que d'ici dix à quinze ans les études universitaires coûteront cher...), toujours au nom d'une grande cause métaphysique (« le Progrès », « la Santé publique », « le Développement durable », « le Dialogue des cultures », etc.), et à ceci près qu'il est désagréable de rompre avec des habitudes bien ancrées (culture générale et savoir-faire(s) inhérents à une thématique scientifique donnée). Celles et ceux à qui il reste encore un brin de curiosité tentent de « se faire plaisir » avec les moyens du bord, souvent bien solitairement et à grand renfort d'autopersuasion. Cependant, je n'abandonnerai pas la recherche pour les motifs que m'ont donnés les militants de PMO et je n'irai pas « ouvrir une cantine » ou « faire du cinéma », même social! Les neurosciences, la sociologie critique m'ont énormément appris sur mon propre fonctionnement et celui de la société dans laquelle je parviens encore à baigner. Elles m'aident à aborder des questions qui dépassent largement le cadre de la chimie, de la physique et de la biologie, en inspirant des pans entiers de la philosophie matérialiste, moniste et rationaliste. Bien que la science ait partiellement inspiré de nombreuses utopies politiques déplorables, elle reste le seul moyen intellectuel permettant de démystifier objectivement les discours religieux⁹. La métaphysique, religieuse, écologiste ou de quelque nature qu'elle soit, n'est que frivole chimère de la pensée, et la quête d'une pureté morale à la Grothendieck ne m'intéresse pas. L'Histoire a montré que Jean Meslier, dont le testament fut à la « libre » pensée ce que la découverte de la gravitation universelle fut à la mécanique classique, avait bien fait de garder sa soutane jusqu'au bout... les anarchistes ne devraient pas oublier l'incalculable service qu'il leur a

ainsi rendu, ni, pour les plus impatientes, les deux siècles séparant sa mort de la mise en pratique effective de la loi sur la séparation des Églises et de l'État. **Un a.**

*. Une dystopie est un récit de fiction se déroulant dans une société imaginaire, inventée par les écrivains, afin d'exagérer et ainsi montrer des conséquences probables. La dystopie s'oppose à l'utopie : au lieu de présenter un monde parfait, la dystopie propose le pire qui soit (NDLR).

1. Confirmant le contenu de l'entretien accordé à Pablo Servigne en 2007 et publié dans le n° 18 de la revue *Réfractaires*, pages 75 à 83.

2. Étienne Klein, Alexei Grinbaum, Vincent Bontems, *Le débat sur les nanosciences : enjeux pour le CEA, DSM-LARSIM*, publication s07/093, juin 2007.

3. « L'encouragement à faire breveter les découvertes ou à établir des passerelles avec l'industrie est un mouvement de fond, engagé depuis plusieurs années, qui répond aux contraintes de la compétition internationale » ; « Les nanosciences et les nanotechnologies s'étant d'emblée fortement couplées avec le monde économique et industriel ont la particularité de brouiller davantage la distinction entre savoir et savoir-faire. Avec elles, la séparation entre d'un côté la science neutre, de l'autre des applications bonnes ou mauvaises, tend en effet à perdre son sens » ; « Les produits issus des nanotechnologies ne sont pas des réalités techniques neutres dont seuls les usages seraient justiciables d'un jugement éthique. Ils véhiculent eux-mêmes des valeurs, à la fois en tant que réalisations techniques et en tant qu'objets chargés de résonances psychosociales » ; « La technologie produisant ses propres valeurs, le développement technique risque d'être confondu avec un progrès en soi, comme si pouvoir faire plus était mécaniquement et nécessairement faire mieux », etc. Ce ne sont là que quelques exemples pris en vrac dans un rapport qui regorge d'amalgames et de contresens entre, d'une part, technologie et valeur morale, et, d'autre part, technologie avancée et supériorité économique.

4. Il faut dire que la frontière est parfois floue entre leurs jugements de réalité et ceux de valeurs, et que savoir suspendre son jugement dans certaines situations ne fait pas partie de leur conception de l'objectivité...

5. J. Needham, *La Science chinoise et l'Occident. Le Grand Titrage*, Paris, Seuil, collection Point, 1977. •

6. Édition française du 1^{er} août 1970.

7. « [...] la civilisation industrielle, est condamnée à disparaître en un temps relativement court, dans peut-être dix, vingt ou trente ans... une ou deux générations, dans cet ordre de grandeur », A. Grothendieck, *Allons-nous continuer la recherche scientifique?* 27 janvier 1972.

8. A. Grothendieck, *La Clef des songes ou Dialogue avec le Bon Dieu*, 1987.

9. Dont certains, d'après Max Weber, ont servi de justification à l'essor du capitalisme.

L'émancipation par l'anarchie

DIFFICILES LES TEMPS QUI COURENT. Pas pour tout le monde, certes, mais c'est à se demander si une partie – importante – de l'humanité n'est pas condamnée à vivre avec le strict minimum matériel. Tous les jours des personnes meurent de faim, alors que d'autres sont grasses à n'en plus pouvoir. Tous les jours des personnes font les poubelles pour manger ce que d'autres ont en trop.

Certes, cette situation est révoltante, mais ce qui l'est plus encore c'est que nous évoluons dans une société qui défend une morale de soumission, une société qui privilégie la « loi du plus fort ». Le « plus fort » ne signifie pas, ici, uniquement le plus viril, mais également celui qui, de par son peu de considération pour l'autre, est capable de l'écraser socialement, de le ruiner économiquement, de le soumettre.

La raison de cette morale est invariablement la même: la propriété privée et ce que cela sous-entend: posséder toujours plus.

Ce système pourrait fonctionner *ad vitam æternam* si la grande majorité possédait beaucoup. La société – avec ses lois, ses flics, ses chefs, ses citoyens – se chargerait alors de réprimer la minorité envieuse. Le problème est que les proportions sont inversées et l'écart se creuse de jour en jour. Ce qui fait, au final, une grande majorité en désir d'avoir.

Il est difficile alors de comprendre pourquoi cette masse ne se rebelle pas dans une telle situation. Elle a le nombre pour elle et pourtant elle reste soumise à cet ordre social. Elle a la raison pour elle, mais elle reste enfermée dans une morale source d'inégalité.

Doit-on pour autant craindre l'avenir? N'y a-t-il pas des signes qui nous permettraient de dire que la situation risque de changer?

En effet, nous sommes dans un moment propice à une révolte, voire à une révolution. Les ingrédients sont là car nombreuses sont les personnes qui ne croient plus à la capacité des élus de changer quoi que ce soit à leur quotidien; nombreuses sont celles qui voient, écœurées, des patrons s'en mettre plein les poches ou des actionnaires ignorer superbement les travailleurs pour pouvoir gagner plus. Il devient frappant pour la plupart que le capi-

tal est plus valorisé que le travail. Enfin, nombreux sont ceux qui n'arrivent que difficilement à manger à leur faim ou qui sont obligés de se contenter de « bouffe » sans goût ni saveur.

Pourtant, ce qui leur manque, c'est la prise de conscience de leur force qui provoquerait un élan solidaire permettant de préparer une société égalitaire. Ce déclic ne se fera que si cette majorité s'est suffisamment émancipée, si elle accepte d'utiliser les armes émancipatrices à sa disposition. Et nous, anarchistes, avons notre rôle – même modeste – à jouer.

Notre discours ne peut être que mieux entendu et compris dans un temps où la hiérarchie est toujours plus impitoyable, dans un temps où la difficulté de vivre décevant est ressentie par de plus en plus de personnes. Notre discours est simple à comprendre car il n'emprunte pas les chemins sinueux d'une dialectique économique où chaque terme utilisé doit être expliqué par un expert. Nous disons haut et fort que parce que nous refusons toutes les dominations – autant dans notre quotidien que dans nos relations sociales – nous voulons nous organiser dans le pur respect de chacun, sans hiérarchie, sans pouvoir si ce n'est celui de faire et de dire.

Nous sommes forts car nous refusons toute position qui nous donnerait de l'ascendant sur quiconque. Nos idées font peur mais uniquement quand l'illusion de la démocratie représentative, le mensonge de la nécessité d'un chef fonctionnent encore. Aujourd'hui beaucoup de personnes s'accrochent encore à ces modèles de vie sociale, pourtant ils s'effritent. Il ne s'agit pas alors pour nous de le détruire d'un seul coup, mais de nous attaquer patiemment à ses fondations tout en consolidant une base solidaire et non autoritaire.

Que le travail de sape continue grâce à notre façon d'agir qui se veut le meilleur outil d'émancipation, mais aussi grâce à nos arguments pour expliquer qu'il n'y a aucune oppression qui ne puisse être dénoncée.

Thierry,

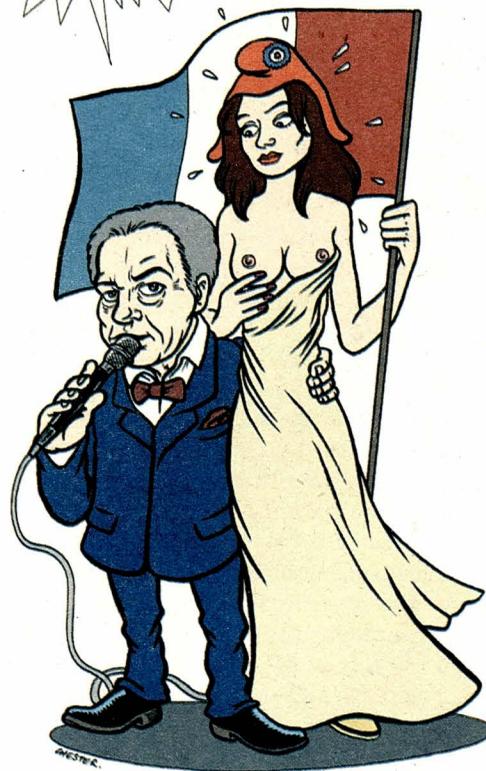
Groupe anarchiste de Marseille



Amour sacré de la patrie

EXCLUSIF!
Michel SARDOU chante
son amour sacré de la patrie!

... À FAIRE TOMBER LES
MURS DE JÉRICO,
**JE VAIS
T'AIMER!...**



Maurice Rajsfus

LE 14 OCTOBRE 2008, le pays des Droits de l'homme était humilié, une fois de plus. Cela s'est passé au Stade de France, lors du match de football France-Tunisie. Avant même le début de cette rencontre amicale, la traditionnelle cérémonie des hymnes nationaux devait être troublée par de vigoureux sifflets. Tout comme lors du match France-Algérie, le 6 octobre 2001, du match de la finale de la coupe de France, Bastia-Lorient, le 11 mai 2002 et, le 16 novembre 2007, toujours au Stade de France, à l'occasion de la rencontre France-Maroc, la Marseillaise a été pour le moins chahutée. En chacune de ces circonstances, les officiels avaient réagi plus ou moins modérément mais, depuis ce 14 octobre, il semble que l'indignation soit à la hauteur de l'outrage ressenti, car il n'est pas impossible que la personne de notre Nicolas Ier ait servi de prétexte pour siffler les paroles et la musique immortelles de Rouget de l'Isle. Les organisateurs avaient pourtant pris soin de faire chanter, a cappella, cette chansonnette que les originaires du Maghreb éprouvent de grandes difficultés à assimiler, par la chanteuse Lââm, Française mais fille d'un travailleur tunisien. Il se trouve que, très récemment, dans son dernier livre 17, rue Dieu, Maurice Rajsfus a consacré, dans un chapitre intitulé, « Allons enfants des apatrides », quelques lourdes réflexions sur cette Marseillaise, apprise à l'école primaire, qui ne lui a pas laissé que des souvenirs impérissables...

Quelle belle unanimité, droite et gauche réunies, le 24 janvier 2003, pour voter

l'amendement instituant le délit « d'outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national ». Ce « drapeau aux trois couleurs », vestige de la Révolution de 1789, qui servit à couvrir les répressions sanglantes frappant d'autres révolutionnaires. Ce drapeau qui flottait sur les cinq continents pour glorifier les guerres de conquête coloniales et la domination française sur des peuples qu'il était possible d'écraser.

On comprend donc aisément que la droite et l'extrême droite soient attachées à ce drapeau, bien plus symbole d'oppression que de liberté réelle.

En vérité, cette insistance à mythifier le drapeau, et l'hymne national, cache mal la volonté de supprimer les libertés tout en conservant ses représentations emblématiques. Avec ce culte du drapeau, cette vénération hors de saison d'une pièce de tissu périmée, la droite signifie sa volonté d'entrer dans l'Europe à reculons. Du côté de la gauche, socialistes ou communistes réunis, c'est la même unanimité pour protéger ce drapeau bleu blanc rouge, qui n'est menacé que par la désuétude et la dérision. Ce drapeau, tant célébré par Lamartine a toujours eu pour défenseurs ceux qui vidaient de leur contenu un pâle programme social, voire les girouettes politiques.

[...] La chansonnette nationale. Il faut voir les « tronches » de faux témoins de ceux qui lancent les premières strophes lors des manifestations patriotiques. Un vrai spectacle. Je me souviens qu'à l'école primaire, en classe du certificat d'études, on nous faisait chanter Le

Chant du départ et La Marseillaise. C'était au programme, et nous n'arrivions pas à comprendre ce que pouvait signifier ce « qu'un sang quimpur », qui revenait au refrain. En revanche, lorsque la classe se transformait en chorale, nous terminions, en sourdine, les dernières strophes du refrain avec un impertinent...

« Abreuve nos sillons, Tas de cochons... »

[...] sous le regard furibard de l'instituteur qui, cette année-là, était un ancien de Verdun, pétri de ces vertus nationales qu'il peinait à nous inculquer – même si nous étions très fiers de « notre » empire colonial.

DDDD

Cette fronde, qui irritait tellement l'ancien « poilu » qui nous servait d'instituteur, ne disqualifiait pas vraiment l'hymne national mais signifiait cette lassitude à le rabâcher sans fin, à chaque cérémonie. Au plus, nous risquions quelques mauvaises notes, mais nul n'aurait pu songer à alerter la police, ou peut-être même la justice pour cette peccadille. Ce n'est peut-être plus le cas ?

Qui pourrait expliquer, alors que l'Europe est constamment à l'ordre du jour, que l'on ne cesse de nous vanter ce continent en mesure de concurrencer les États-Unis sur le plan économique, cette véritable vénération toujours portée à *La Marseillaise*. Bien plus qu'une promesse, l'Europe serait devenue une certitude bénéfique. Nous disposons déjà d'un drapeau étoilé (comme les États-Unis) et d'un hymne européen dont la musique doit tout à Beethoven.

C'est précisément dans cette atmosphère que nos grands patriotes d'arrière-garde ont tenu à se signaler en fanfare. Depuis une vingtaine d'années, les tentatives ne manquent pas pour remettre *La Marseillaise* à l'honneur, ainsi que les trois couleurs limitant notre palette. Si l'esprit européen est à l'ordre du jour, le patriotisme obtus semble avoir encore de beaux jours devant lui. On s'enveloppe voluptueusement dans les plis du drapeau et l'on chante en chœur cette *Marseillaise* qui plaît tellement à Jean-Marie Le Pen.

C'est une fausse pédagogie qui va se mettre en place, sous la forme d'une obligation, également par la voie législative. Le 19 février 2005, c'est un député chiraquien qui, au cours du débat sur le projet de loi d'orientation scolaire, va déposer une disposition rendant obligatoire « l'apprentissage » de *La Marseillaise*, à l'école primaire. Il y avait là, selon les explications de l'honorable parlementaire, la volonté de « transmettre à chaque élève l'histoire d'un peuple uni autour des valeurs de la liberté, d'égalité et de fraternité, d'un peuple qui n'a jamais cessé de se battre pour faire gagner la liberté ».

Rien n'étant jamais gratuit dans notre République, ce député expliquait tranquillement que cette disposition ne faisait que compléter l'instauration, votée en 2003, d'une amende de 7 500 euros en cas d'insulte publique à l'hymne national, peine décidée, après l'épisode des sifflets contre *La Marseillaise*, lors d'un match de football France-Algérie, au Parc des Princes, en 2001. Une question importante, venue à un mauvais esprit, ne peut qu'être posée : comment se fait-il que l'ambassadeur de France à Tel Aviv n'a pas fait de remontrances à l'État hébreu après que *La Marseillaise* a été également sifflée lors d'une rencontre Israël-France comptant pour la coupe du monde de football ?

Comment un fils d'immigré pourrait-il chanter *La Marseillaise* dans de telles conditions ?

[...] Cela fait des années que notre société est outragée, mais nul ne paraît s'en soucier.

Ne pas réagir à cette volonté de nous criminaliser par le délit d'outrage au drapeau et à l'hymne national, c'est peut-être ouvrir la voie à d'autres délits majeurs. Demain, peut-être, celui qui dira merde à un homme politique, à son patron ou à un contremaître, risquera d'être sévèrement réprimé.

Moquer n'est pas vraiment grave, et les juges ne seraient pas trop répressifs, paraît-il. Il en va différemment s'il s'agit de maudire, de fustiger ou de siffler. En pareils cas, ce ne serait plus six mois de prison avec sursis, que le « délinquant » pourrait encourir, mais des années d'enfermement, s'il se risquait, par exemple, à proférer des injures, des malédictions, à manifester son exécration, à force de ne plus pouvoir supporter cette musique et ces paroles qui polluent les oreilles, ces couleurs conquérantes qui finissent par brouiller la vue. Alors, même en feignant la manière douce, il convient d'être ferme avec les iconoclastes. Il n'y a qu'un pas de la dérision au blasphème : on n'a plus le droit de bouder *La Marseillaise*, ou de ne pas aimer le drapeau.

Bientôt, il serait interdit de passer outre à l'obligation d'adorer *La Marseillaise*. Proférer des injures ou se moquer lourdement de ce chant haineux relèverait peut-être de la guillotine si la peine de mort n'avait pas été abolie en 1981. Lorsque je vois et entend Jean-Marie Le Pen chanter *La Marseillaise*, cela me donne envie de vomir !

[...] N'en déplaise à ceux qui veulent nous imposer le respect à cette chansonnette nationale qui a servi à couvrir bien des répressions, il y a de multiples façons de la moquer. Essayons, par exemple, de chanter *Gare au Gorille*, sur l'air de *La Marseillaise*, en demandant pardon à Georges Brassens de cette offense. L'hymne est soudain nettement moins guerrier, bien plus efficace également.

« C'est au travers de larges grilles
Que les femelles du canton
Contemplaient un puissant gorille
Sans souci du qu'en dira-t-on. »

L'inverse ne manque pas d'intérêt, et les strophes de *La Marseillaise*, sur l'air de *Gare au Gorille*, transforment ce monument du pompiérisme patriotard en une lourde plaisanterie :

« Allons enfants de la Patrie
Le jour de gloire est arrivé
Contre nous de la tyrannie
L'étendard sanglant est levé... »

Ce qui est satisfaisant, c'est que, dans l'un ou l'autre cas, paroles ou musique sont fracassées. Y a-t-il outrage ? Seuls les héritiers spirituels de Georges Brassens pourraient peut-être s'inquiéter que l'on portât atteinte aux strophes moqueuses du chanteur, ainsi décorées d'une musique martiale. Pourtant, il paraît hors de doute que l'auteur de *La Mauvaise Réputation* n'aurait pu que se féliciter de voir ridiculiser les vers de mirliton de *La Marseillaise*, revêtus d'une mélodie tellement plus tendre.

L'honneur de Brassens restera donc sauf, quoi qu'il en soit. Quant à Rouget de Lisle... M.R.

Luttes anti-carcérales

aux États-Unis

La teneur de cet interview témoigne d'un combat contre la politique pénitentiaire américaine qui s'accomplit dans une démarche pour le moins très segmentée et enfermée entre communautarisme et préoccupations d'ordre intello-hédoniste-nombriliste. Souhaitons qu'aujourd'hui, d'autres réseaux libertaires animent une lutte et réflexion plus globale et anarchiste contre les prisons nord-américaines. Let's have a dream !

La rédaction

Zach Blue

Traduit de l'anglais par le Secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

À L'OCCASION DES DIX ANS d'existence de l'organisation américaine Critical Resistance (CR) qui mène des luttes abolitionnistes depuis déjà une décennie, le livre *Abolition Now!* sur les luttes anti-carcérales aux États-Unis vient de paraître chez l'éditeur libertaire américain AK Press. Voilà quelques extraits d'une interview par Zach Blue de l'AK Press de Isaac Ontiveros, l'un des rédacteurs de ce nouveau livre et membre de Critical Resistance.

Zach Blue: CR est une organisation non-réformiste et non-partisane composée de militants, d'universitaires, d'anciens détenus, et de familles de personnes incarcérées. Un certain nombre d'entre eux s'identifient comme anarchistes. Peux-tu nous expliquer ce qui pousse ces personnes à lutter pour l'abolition du « complexe industriel carcéral » (CIC)?

Isaac Ontiveros: Le complexe industriel carcéral est capitaliste. Il est étatiste. Il est raciste. Il est impérialiste. Il est misogyne. Il est hétérosexiste et oppressif par le genre. Le CIC maintient et est maintenu, relie et est relié par tellement d'oppressions qu'il rassemble contre lui des personnes provenant de luttes diverses qui se retrouvent sur le terrain de la lutte abolitionniste.

ZB: Peux-tu définir le CIC et nous dire comment il sert à la fois le capitalisme et l'État? En parallèle, votre travail récent a-t-il été fondé sur ou en rupture avec les notions traditionnelles des anarchistes sur l'État?

OI: J'aime bien la définition « officielle » utilisée par CR parce qu'elle a été bien pensée, trouvée collectivement, et résulte d'un dialogue inter et intra-organisationnel sur plusieurs années. Elle dit ceci :

« Le complexe industriel carcéral est une expression utilisée pour décrire les intérêts interconnectés du gouvernement et de l'industrie qui utilisent la surveillance, la police, et l'emprisonnement comme solutions aux problèmes économiques, sociaux et politiques. »

Elle continue :

« Son étendue et son impact sont tels que le CIC soutient et maintient l'autorité des

personnes qui puisent leur pouvoir dans le privilège racial et économique. Ce pouvoir est collecté et maintenu à travers le CIC par plusieurs biais comme la création d'images médiatiques qui recréent des stéréotypes de personnes de couleur, des pauvres, des gays, des immigrés, des jeunes, etc. comme étant des criminels, délinquants ou déviants. Ce pouvoir est aussi maintenu en générant d'énormes bénéfices pour les entreprises privées qui travaillent avec les prisons ou la police ; en faisant des gains politiques pour les politiciens qui veulent « vaincre la délinquance » ; en augmentant l'influence des syndicats de matons et de policiers ; enfin, en éliminant la critique sociale et politique des personnes de couleur, des pauvres, des immigrés, et d'autres qui réclament le droit à l'autodétermination et une réorganisation du pouvoir aux États-Unis. »

J'aime bien cette définition car elle s'attaque au CIC et démontre qu'il est un outil d'oppression à tentacules. Le CIC est économique ; il est social ; il est idéologique. Je pense que, tout comme le CIC, nos définitions doivent être réfléchies, flexibles, et en expansion permanente – une redéfinition constante des termes est nécessaire : par exemple, que veut vraiment dire « sécurité » et à quoi ressemble-t-elle? Nous devons travailler en réaction aux expressions produites par le CIC, telles des prisons et une police « sensibles au genre » ou le fait qu'ici en Californie nous avons le « Département californien de la correction et de la réhabilitation » – le mot « réhabilitation » a été rajouté en 2005 ; sur le site internet du Bureau des prisons il y a un lien vers les « organisations religieuses », etc.

Lorsque les anarchistes parlent de l'État, ils le définissent comme l'entité qui consolide, protège, et perpétue les intérêts de la classe dominante ; comme l'arbitre du pouvoir coercitif ; un instrument d'oppression ; un gardien de « l'ordre », etc. Lorsque nous pensons aux prisons, frontières, polices, systèmes juridiques, militaires, impérialismes, à l'endoctrinement idéologique, aux génocides, etc., nous pensons à l'État. Nous pouvons aussi réfléchir sur le complexe industriel carcéral sous cet angle.

Nous devons prendre au sérieux le rôle que joue l'État vis-à-vis du complexe industriel carcéral, de l'oppression, de ceux qui la subissent et de la lutte libératrice. Sommes-nous préparés à gérer la santé à grande échelle? Sommes-nous préparés à nous protéger et à protéger nos quartiers? Sommes-nous préparés et capables de répondre aux désastres rapidement et de manière efficace? Sommes-nous préparés à organiser notre travail et notre éducation? Ce sont toutes ces choses dont l'État se réclame. Nous pouvons bien entendu dire qu'il ne fait rien de tout cela en réalité – et même empêche leurs manifestations les plus vitales et soutenables – et nous serions soutenus par de très nombreux exemples historiques. Mais il faut être honnêtes avec nous-mêmes et avec nos capacités organisationnelles de répondre aux besoins en termes de santé, de travail, d'éducation valorisantes, de communication, etc. La rhétorique qui veut « écraser l'État » devient irresponsable si nous ne sommes pas prêts ou n'avons pas envie de nous organiser pour faire la révolution et construire un monde meilleur.

De cette manière, je pense que nous pouvons puiser des exemples historiques dans les politiques abolitionnistes, dont l'anarchisme évidemment, mais aussi les luttes indigènes et celles de libération des Noirs, pour ne pas toutes les nommer. Je pense que nous avons d'importantes leçons à tirer de ces luttes par leur expérience de la répression d'État. Je pense que nous avons beaucoup à apprendre de l'idée historique de l'autodétermination comme elle a été menée dans les luttes de libération ici aux États-Unis par le passé, d'autant plus que le CIC s'est forgé en réaction à ces luttes d'autodétermination.

Je pense qu'une autre contribution forte pour notre compréhension de l'État d'un point de vue abolitionniste est son analyse du racisme. Il devrait nous être évident que le racisme n'est pas seulement une question sociologique, le résultat d'attitudes « arriérées » qui peuvent être surmontées en combattant l'ignorance. Le racisme est une institution; c'est une idéologie active de l'État.

En étudiant les États-Unis, nous voyons que le racisme est parmi les principes fondateurs du développement de l'identité de ce pays – politiquement, légalement, économiquement, et géographiquement. Les Black Panthers, la Ligue révolutionnaire des travailleurs noirs, et d'autres organisations avaient une analyse très cohérente à ce sujet. Ils liaient leurs luttes à la lutte internationaliste contre le capitalisme et l'impérialisme de l'époque, tout en disant: « Il est vrai que notre lutte est de surmonter le capitalisme et l'impérialisme, mais nous devons comprendre les particularités de nos luttes ici aux États-Unis pour y inclure la lutte contre le racisme. »

ZB: Un élément fondamental pour l'abolition est la construction de communautés sûres,

responsables, et en bonne santé. Peux-tu nous parler des points de convergence entre les approches anarchistes à ces questions et l'engagement de groupes comme CR pour ces mêmes choses?

IO: Je pense qu'il existe une forte relation entre l'abolition – l'engagement de groupes comme CR – et l'anarchisme à travers nos façons de voir



les méthodes et les moyens qui affectent le changement comme intrinsèquement liés au but: la libération, un monde meilleur, etc. Quand nous regardons les pratiques anarchistes à travers l'histoire, nous voyons que les anarchistes luttent pour le but de l'autogestion en appliquant les méthodes et les moyens de l'autogestion.

En ce qui concerne notre combat pour l'abolition du complexe industriel carcéral, nous militons pour des communautés en bonne santé, responsables, libres, et pendant que nous luttons pour cela, nous essayons d'envisager et de réaliser, ici et maintenant, des pratiques basées sur la santé, la responsabilité constructive, et une véritable pratique de la liberté. Je crois que c'est ce que voulait dire Buenaventura Durruti lorsqu'il parlait de porter en son cœur un monde nouveau.

L'abolitionnisme devient donc à la fois une fin et un moyen. Ceci se traduit de façon évidente, par exemple, dans la structure d'une organisation telle que CR qui est non-hiérarchique, en utilisant des modes de prises de décisions collectives, etc., mais aussi de façon peut-être plus subtile et poussée. Nous luttons contre la façon dont les idéologies qui perpétuent et qui sont perpétuées par le CIC infectent nos idées sur la sécurité, la responsabilité, et la justice, par exemple.

ZB: L'oppression disproportionnée subie par les communautés de couleur et la classe ouvrière par le CIC est bien connue, tout comme la nature de plus en plus genrée de la police, de l'emprisonnement, etc. Vous situez

cette dynamique dans le contexte d'un « génocide ». Peux-tu nous expliquer ton analyse et comment tu l'as construite?

IO: Malheureusement si nous regardons l'histoire, l'ampleur, et l'échelle du CIC, il n'est pas difficile de l'appeler génocidaire. Si nous observons comment le CIC vise les communautés opprimées, si nous regardons la composition de ces communautés (avec une majorité écrasante de pauvres de couleur), et si nous réfléchissons sur les définitions « officielles » du génocide¹, nous sommes poussés à penser en ces termes. Le complexe industriel carcéral engage des millions de personnes en les sortant de leur communauté, tout en dévastant ces communautés économiquement, les terrorisant par une police militarisée, leur refusant l'accès aux soins et à une éducation valorisante, leur imposant à divers degrés le statut de citoyens de seconde classe et en utilisant les moyens les plus brutaux pour combattre toute tentative pour ces communautés de lutter contre leur oppression ou de décréter l'autodétermination. Lorsque l'État empêche une population de perpétuer sa culture, sa langue, sa relation à la terre, ses modes de subsistance, et sa capacité à se reproduire, c'est un génocide. Lorsque vous essayez de détruire non seulement les fleurs, mais les racines d'une communauté, c'est un génocide.²

Si nous comprenons le CIC comme étant dans une dynamique génocidaire, si nous relient sa perpétuation ainsi que ce qu'il perpétue, à la continuité du processus génocidaire d'extermination des populations indigènes, les legs de l'esclavagisme transatlantique, la décimation à la frontière – des piliers fondamentaux dans le développement et la perpétuation de l'État américain – le terme abolition prend un sens et une ampleur qui sonnent encore plus fort. Si nous luttons contre un génocide, notre lutte s'inscrit dans de l'urgence, la profondeur, et l'organisation nécessaires.

La version complète de cette interview est publiée en ligne en deux parties (en anglais) sur le site de l'AK Press et aussi sur le site Znet www.zmag.org/znet/viewArticle/18949

1 et 2. Si on considère que ces « militants » n'ont pas connaissance du massacre en masse des Arméniens, du massacre industriel et systématique des Juifs et Tziganes et celui du Rwanda, et qu'ils ne résident pas sur un territoire où des peuples amérindiens eux-mêmes réduits à l'esclavage ou massacrés et pourrissant pour la plupart dans des réserves et des bidonvilles... alors oui ! Nous pourrions accepter leur définition et appropriation du terme génocide... Mais hélas, s'ils se considèrent libertaires ces fils et filles, certainement issus de classes sociales favorisées, prennent un risque caricatural à galvauder des termes et à vouloir mettre sur le même plan le sort fait à des groupes sexuels avec des groupes ethniques systématiquement détruits (NDLR).

Du cinéma beau et sensible



Home, de Ursula Meier.

Dans l'actualité cinématographique, Heike Hurst nous met en valeur deux productions qui valent le détour au grand écran.

UNE TRÈS JEUNE cinéaste réalise en 2006 un premier film de télé génial: *Les épaules solides*, une réflexion profonde sur le sport de compétition, sur le pouvoir des uns sur les autres, des futurs championnes et champions sur leur famille, leurs amours, des entraîneurs sur les sportifs, quand c'est la tyrannie de l'exploit qui domine et que l'épanouissement personnel passe à la trappe. Le titre annonçait la faille du film: les épaules n'étaient pas assez solides. Et la jeune fille sera consommée par les idées nées de cette impasse. *Home*, le premier long métrage de cinéma de Ursula Meier, contient lui aussi son propre piège, annoncé dans le titre du film, le mot est la chose qui va grincer. *Home*, c'est là que tout va se déliter: c'est ici l'engagement de toute une famille pour ce lieu, la maison qui les abrite. Isabelle Huppert joue la mère peu ordinaire et grande prêtresse du lieu. Elle a la grandeur du mythe. Elle est la mère nourricière, la belle lavandière, elle est tout. Olivier Gourmet est le père qui fera tout ce que décide cette mère-là. Leur maison est installée à côté d'une bretelle d'autoroute abandonnée, voici leur aire de jeu, leur terrain d'aventures, leur morceau de rêve. L'emplacement peu ordinaire fait tout le prix de ce lieu, leur permettant de belles échappées en vélo, en rollers, en promenades nocturnes: être comme Robinson, mais en famille. Ils vivent avec cette maison une fusion absolue. C'est la fin de l'individualité exigeante, la famille et la maison incarnent le leur de

l'amour absolu. Ou la tyrannie de l'amour incarnée par une mère de famille. Seule, la fille aînée arrive à se libérer du joug familial et elle part à la première occasion.

Le drame, c'est quand l'autoroute est mise en service et leur paradis paisible devient un enfer de bruit et de dangers multiples. Dislocation de la famille, pathologie de l'attachement, névrose carabinée: aucune explication ne tient, mais ils s'accrochent à cette maison comme des naufragés à un radeau de fortune.

Allez découvrir ce morceau de choix écrit et mis en scène par Ursula Meier. Genre Kafka souriant ou comme la Suisse avec ses pâturages peut accoucher des convulsions qui révéleraient soudainement, entre autres, la maladie des vaches folles.

Comment aimer de tout son corps et de toute son âme quand la vieillesse a frappé à la porte? Inge (Ursula Werner) est mariée de plus de 30 ans et fait des retouches. Un jour, elle emballe un pantalon et le porte d'un pas décidé à son propriétaire. Il faut voir comment cette sexagénaire s'empourpre comme une jeune fille quand il lui ouvre la porte. C'est un bel homme âgé qui ressemble un peu à Karajan. Il va bouleverser sa vie, leur vie et elle assumera pleinement le risque qu'elle prend et jouit de tout ce qu'elle découvre. Cette sensualité qui la submerge, elle aimerait la transmettre, la partager avec son mari. Mais c'est un peu comme dans le *Piano* de Jane Campion, les maris ont la fibre du «comme il faut» dans

la peau et sa nouvelle joie ne se transmet pas comme elle espérait. Tout au contraire, la blague osée qui la fait rire aux éclats, son mari est choqué quand elle la raconte. Elle chante dans une chorale, des chansons d'amour pour cœurs de midinettes, il n'y a pas d'âge pour cela. Faut-il ajouter qu'elle est la plus jolie de ces vieilles dames que les chansons transportent? Elle se regarde nue dans une glace. Elle découvre les joies du vélo. Son mari, ce sont les trains. Il dit: «Un paysage est plus beau, vu d'un train...», alors que son amant dit: «Un paysage est plus beau, vu du haut d'un vélo...» Elle s'embrouille quand elle défend l'un et l'autre auprès de ses deux amours. Elle a un avis sur tout, l'Afghanistan aussi et ces jeunes qui partent et qui ne reviennent pas toujours. Elle déplore que les femmes, les mères n'interviennent pas là aussi. Elle est vivante, pleine de compassion et d'amour. Et puis elle dit ce qu'elle vit et c'est la catastrophe.

Courez voir ce film sensuel, beau comme ces êtres que nous avons la chance de découvrir. L'Allemagne, c'est ça aussi. Merci, Andreas Dresen.

Heike Hurst

Home est sorti le 22 octobre et Septième ciel, sortira le 5 novembre.

Le travail indépendant, c'est l'avenir

ON LE LIT DANS LES JOURNAUX, on se dit que ça n'arrive qu'aux autres. Puis ça vous arrive à vous.

La sous-traitance

Non, il ne s'agissait ni du SIDA ou d'un entraînement au sadomasochisme (section masochistes) dans un commissariat. Non. La sous-traitance est une ruse du patronat, que décrit Gérard Filoche dans ses *Carnets d'un inspecteur de travail*. Prenons mon exemple. Je suis guide pour les touristes, « vacataire »; mes six dizaines d'employeurs m'engagent en des CDD très brefs, une demi-journée, deux jours, cinq jours. Je reçois une fiche de paie et je jouis des protections dues aux salariés. Enfin, le peu qu'il en reste.

Plusieurs de ces employeurs exigent désormais que je leur présente une facture avec numéro de Siret: en d'autres termes, que les guides se transforment en entreprises, ou fondent des associations-écrans qui facturent l'employeur et octroient une fiche de paie au guide. Du point de vue de l'employeur, le salarié n'a plus de protection puisqu'il devient un fournisseur, qu'on peut utiliser (employer) ou ne plus utiliser (licencier). Et, gros bénéficiaire financier, la taxe professionnelle est calculée sur la masse salariale: moins on a de salariés, moins on paye de taxe.

Du point de vue du salarié, on perd toute protection. Plainte de privilégié petit-bourgeois? Lisez la suite: Filoche décrit la sous-traitance dans le bâtiment. Les gros, Bouygues, Spie-Batignolles, forcent leurs sous-ordres à créer des entreprises bidon, qui ne survivent qu'avec les commandes de leur ex-employeur, Bouygues ou Spie-Batignolles. Mais le « patron » de 300 ouvriers retourne vite la manœuvre contre ses propres employés, qu'il contraint à créer leurs propres entreprises, offrant de leur prêter de l'argent pour l'achat du matériel et son comptable pour tenir leur comptabilité. « C'est ça ou je fais faillite et alors tu te retrouves sans travail », dit-il à chacun. Filoche décrit le cas réel d'un chantier remporté par un gros, pour 110 000 FF. Sous-traité à une bidon pour 80 000 (30 000 FF de profit. Seul coût: un peu de comptabilité et le temps du commercial). La bidon sous-traite à une bidon une bidon minuscule, un « patron » et son fils, pour 30 000 FF. La bidon minuscule est prévenue la veille, pour le lendemain!

Il faut deux personnes pour exécuter les travaux, le patron n'est pas libre, alors on

recrute en vitesse Mohammed. Du point de vue légal, Mohammed est « en période d'essai ». Ben voyons, à 60 ans. Toujours est-il que le fiston et Mohammed arrivent sur le chantier.

Les travaux doivent durer une « petite journée ». Il est déjà neuf heures. En montant, vite, l'échafaudage, personne n'a le temps de s'assurer de la résistance des murs sur lesquels il devra prendre appui. Personne ne s'interroge sur le croquis de l'entreprise G... où les triangulations sont montées à l'envers et vont tirer l'ensemble vers le bas. Personne ne s'inquiète de ce qu'il n'y a qu'un seul point d'ancrage, les murs en plâtre ne peuvent qu'exploser sous la pression. Tout concourt inexorablement à la catastrophe.

L'échafaudage s'écroule

Bilan: deux morts: Mohammed, non déclaré, tué sur le coup, et le fils du petit artisan au bord de la faillite. Trois orphelins.

En pareil cas, fréquent (250 ouvriers du bâtiment meurent au champ de profit par an, sur les 750 accidents de travail mortels par an en France), le gros, preneur du premier marché, affirme que ce n'est pas de sa faute, que le marché passé avec bidon n° 1 comportait l'exigence du respect des règles de l'art. Bidon n° 1 agit de même avec bidon minuscule. « Il faudrait que la notion de coresponsabilité qui existe en droit dans ces cas-là soit remplacée par une responsabilité automatique et complète des donneurs d'ordres. Quand des marchés sont passés à des sous-traitants, c'est au donneur d'ordres de s'assurer que ce qui se passe sous ses ordres, y compris les conditions d'hygiène et de sécurité, les déclarations préalables à l'embauche. C'est trop facile de prendre un marché, d'encaisser une grosse marge et de refiler le respect de la sécurité et des droits sociaux à celui qui n'a pas d'autre choix que de vendre à bas prix. »

Ce sont les patrons qui ont le plus au sérieux le slogan « l'imagination au pouvoir ».

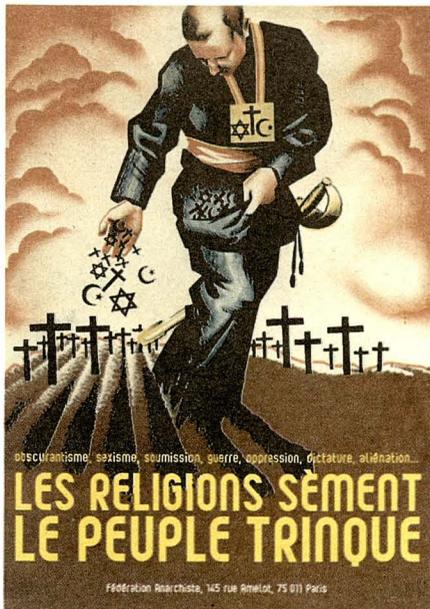
Nestor Potkine

Qui tente de se rappeler une jolie phrase sur les tripes des prêtres et des patrons, et ce qu'on peut pendre avec...

Gérard Filoche
**Carnets
d'un
inspecteur
du travail**



1. Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur de travail* aux éditions Ramsay. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

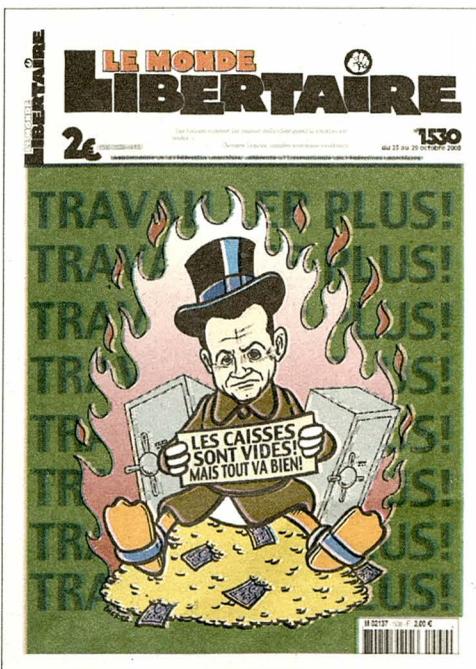
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Toutes et tous à Vichy !

APPEL AU DÉFÉCAGE INTERNATIONAL, à la gerbe, au foutre, à Vichy les 3 et 4 novembre 2008

Au foutre, citoyens !

À la cyprine, citoyennes !

À la pisse et à la crotte

Les 3 et 4 novembre 2008, à Vichy se tiendra un symposium des 27 sinistres de l'Intérieur de l'UE qui statueront, légiféreront, imagineront les décrets d'application modernes de lois scélérates contre la liberté de circulation et d'installation des personnes, d'où qu'elles viennent et quelles que soient leurs origines sociales, si elles venaient à déroger aux textes existants concernant « l'immigration positive » ou le fichage Edvige encore des accords de « sang sghen. »

Nous appelons chacun et chacune à manifester son mécontentement au moyen de dépôts généreux « d'éloquences biologiques » témoignant de l'estime que nous accordons à ces chevaliers des clystères !

Les participants et participantes du coin ou venant de loin, pourront « déposer » sur place dans l'intimité des insolences publiques ! Les autres « empêchés » pourront dès la fin octobre envoyer leur colis au sévices de presse et de l'immigration à la préfecture concernée... Anonymement si possible.

(C'est Decaux qui va faire la gueule!).

Pour ce qui est du sperme et de la cyprine prévoir atouchements collectifs ou individuels sur place et sans retenue !

Les plus timides pourraient par exemple apporter la tinette oubliée de Pépé ou de Mémé... Ne pas oublier non plus les boutanches !

Rendez-vous spontané à 10h30 sur les places principales de cette ville de thermes et de pastilles pour ne pas avaler la pilule !

Nosotros.incontrolados. Les amis du négatif à l'œuvre, Taz, Siné- hebdo, Joshua du 34, Stephane Kerfanto, El Sinne...

Solidarité

Romain, militant RESF et CNT Jura, est passé en appel pour « outrage » au chef de l'État. Il avait comparé la politique mise en place par Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avec la politique de Vichy. Sa peine est passée à 1000 euros. C'est la première d'une série de condamnations des militants solidaires, opposés à la politique sécuritaire.

Notre action doit se poursuivre car d'autres cas suivent et suivront. Jugement délibéré le 26 novembre.

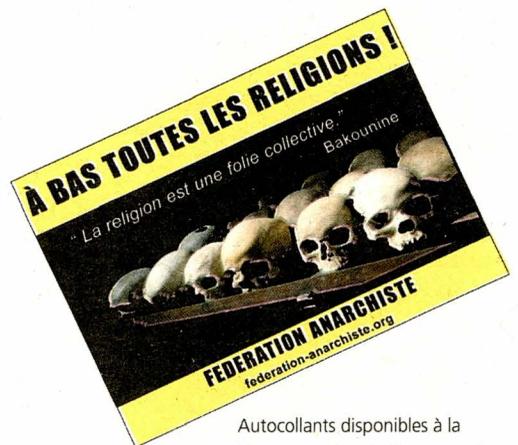
La solidarité reste et restera notre arme.

Rennes

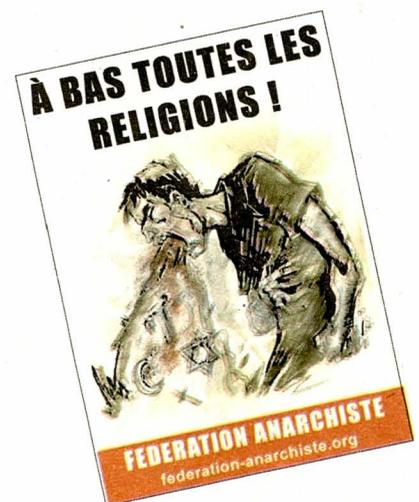
Vous pouvez rencontrer les militants de la Fédération anarchiste au local La Commune situé au 17, rue de Châteaudun. Vous y découvrirez des expositions, bulletins, tracts, affiches, table de presse, et une médiathèque. Des permanences sont assurées les mercredis et samedis de 14 heures à 18 heures. Tél./rép. : 02 99 67 92 87, Courriel : contact@farennnes.org et site : farennnes.org

La vente du Monde libertaire a lieu les samedis de 11 heures à 13 heures au marché des Lices (en haut de la place des Lices, près de l'horloge).

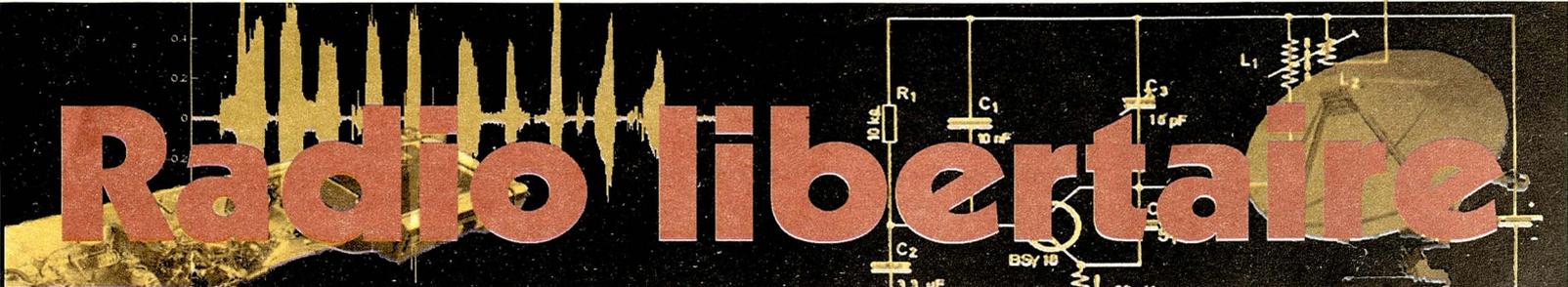
Groupe La Sociale



Autocollants disponibles à la librairie du Monde libertaire.



Le groupe de Metz de La Fédération anarchiste vient de créer une Bibliothèque sociale. Pour tous renseignements : Association culturelle libertaire, Bibliothèque sociale, B.P. N°16, 57645 Noisseville.



Radio Libertaire

Jeudi 30 octobre

Jus de rue (8 h 30). La parole aux gens de la rue. Revue de presse, reportages, actualités sociales... par Casquette.

Chronique hebdo (10 heures). Invité: Jean-Paul Liégeois, pour la réédition au Cherche Midi du livre *Grand bal du printemps*, quand Jacques Prévert et Izis réveillent Paris; et aussi pour l'exposition Jacques Prévert *Paris la Belle* jusqu'au 28 février 2009 (entrée libre) à l'Hôtel de Ville de Paris.

De rimes et de notes (12 heures). Marlène reçoit Tomasz, pour son album *Novembre* et ses différents spectacles.

Les annonces de la semaine (16 h 30). Par Élisabeth.

Si vis pacem (18 heures). Soutenir les objecteurs de conscience. Avec le Bureau européen de l'objection de conscience (BEOC).

Les enfants de Stonewall (19 h 30). Hors série trans' et intersexe: actualité, information, débats, culture lesbienne, gay, bi et trans.

Vendredi 31 octobre

Zones d'attraction (11 h 30). Philosophie, Witz, performance.

Place aux fous (13 heures). Le groupe One two freaks. Électro-rock nerveux. Du live en perspective. 2^e partie: carte blanche n° 7, DJ set de Mercedes Ecstasy, pour 40 minutes de garage rock survolté.

Les oreilles libres (14 h 30). Musiques engagées. Invité: Sébastien Jeannerot, à propos de la pièce *1984, Big Brother vous regarde*, d'après George Orwell (actuellement au théâtre de Ménilmontant, Paris XX^e).

Koumbi (16 heures). Chroniques africaines: Philippe Quinsac, le producteur du film *Faro, la reine des eaux*. Il nous racontera comment peut se monter un film qui est à la fois malien, français, canadien, burkinabé et allemand, et dont le réalisateur est Salif Traoré.

L'invité du vendredi (19 heures). Ligue des Droits de l'homme, section Paris centre.

Ca booste sous les pavés (22 h 30). CSPB (Comité de solidarité avec le peuple basque). L'actualité politique du Pays basque.

Samedi 1^{er} novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) reçoit Claude Guillon pour son livre *Je chante le corps critique, les usages politiques du corps*.

Chronique syndicale (11 h 30). Daphné, qui a fait une thèse en s'appuyant sur les témoignages des anarchistes, évoquera *Le Vote et les Anarchistes*.

Chroniques rebelles (13 h 30). De Munich à Vichy. *L'assassinat de la III^e République*, d'Annie Lacroix-Riz.

Tribuna latino-américana (19 heures) accueillera des Colombiens parmi lesquels Maria Piedad Gossaba, qui animera le débat. Il y sera aussi question du journaliste français qui a été récemment expulsé du pays.

Dimanche 2 novembre

Symbiose (14 heures). Interviue de Miod Valat et de Marc Espie, d'Open BSD. La famille des systèmes d'exploitation BSD descend directement du premier Unix, conçu dans le courant des années 1970, système libre diffusé sous la licence BSD, plus permissive que la GPL utilisée par Linux.

Lundi 3 novembre

Lundi matin (11 heures). L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les porteurs de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'histoire revue par Jean-Jacques.

Les mangeux d'terre (18 heures). Les Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne): entretien avec Laurent, producteur maraîcher dans l'Essonne.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 4 novembre

Le Parisien libertaire (8 heures). Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Les amis d'Orwell (16 heures). Anti-vidéosurveillance.

Pas de quartiers (18 heures) Émission surprise... Tous à vos transistors à pédales!

Radio libertaria (20 h 30). Émission de la CNT-AIT. Actualités militantes.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain. Par Nathalie McGrath.

Mercredi 5 novembre

Petits matins pour le grand soir (8 heures). L'émission des enfants du Père: le syndicalisme.

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale blues Nouveautés, rééditions (1). Par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mallogés et la précarité.

Le manège (14 heures). Littérature et Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers.

Jeudi 6 novembre

Petites annonces d'entraide (16 h 30). Par Élisabeth.

Si vis pacem (18 heures). Antimilitarisme. Paroles de l'IRG en Euzkadi.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 30 octobre

Saint-Denis (93)

De 19 heures à 21 heures.
Dionysité: la santé, un nouveau marché... de luxe.
19 heures. Dionysité toujours: la société sous contrôle avec Jean-Pierre Petit et Jérôme Thorel. À la Bourse du travail de Saint-Denis.
Métro Porte-de-Paris. dionysité.org

Vendredi 31 octobre

Cluny (71)

20 heures. Conférence-débat sur la décroissance, animée par Jean-Pierre Tertrais, auteur de *La Crise agricole* et de *Du développement à la décroissance*, à la salle du Juge de paix, place du Marché à Cluny. Organisée par le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe la Vache noire de la Fédération anarchiste.
Table de presse, entrée libre.

Dimanche 2 novembre

Cuisery (71)

De 10 heures à 18 heures, à la salle du temps libre, Salon du livre libertaire, avec éditeurs, auteurs, tables de presse, buvette et à 18h30, le spectacle « Les brûleurs de vie », en soutien à la librairie l'Autodidacte, à Besançon. Organisé par le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe la Vache noire de la Fédération anarchiste. Entrée libre.

Mardi 4 novembre 2008

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, université populaire de Saint-Denis.
Psychiatrie et antipsychiatrie: Histoire de la psychiatrie. Avec Jacques Lesage de La Haye.
Bourse du travail de Saint-Denis. site: dionysité.org

Jeudi 6 novembre

Rennes (35)

20h30. Le groupe la Sociale organise une discussion-débat sur le thème le syndicalisme hier et aujourd'hui: quel outil contre

l'exploitation? Local la Commune, 17, rue de Châteaudun.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité: université populaire de Saint-Denis. La bande dessinée autrement: avec les Éditions Warum, une maison d'édition de bandes dessinées atypique qui a volontairement choisi de s'éloigner des codes du genre dans deux collections: Civilisation et Décadence. Une soirée organisée par l'association Terre BD. Bourse du travail de Saint-Denis. site: dionysité.org

Saint-Denis, La Plaine (93)

Procès spectacle par la compagnie Jolie même, jusqu'au 7 décembre 2008 à La Belle-Étoile, 14, rue Saint-Just, métro Porte-de-la-Chapelle, bus 1563, arrêt Église-de-la-Plaine, 01 49 98 39 20.
cie-joliememe.org

Vendredi 7 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

20h30. Salle des fêtes.
« Anarchie et Société » débat sur le mouvement libertaire, de l'historique des idées à la pratique sociale. Dans le cadre des rencontres libertaires « Et pourtant ils existent » organisées par le groupe la Rue Rôle de la FA.
Contact: laruerale@no-log.org

Chevilly-Larue (94)

20h30. Soirée sur l'exil et l'immigration avec les Chanteurs-Livres et la compagnie du groupe théâtral Carpe diem à la Maison pour tous, 23, rue du Béarn.

Marseille (13)

17 heures. Conférence-débat animée par Claire Auzias, des Éditions Égrégories et Lou Marin. Albert Camus et les libertaires, à notre local du Cira, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines).

Ivry-sur-Seine (94)

Gérard Morel en solo. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, Tél.:

01 46 72 64 68. Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. En tramway, station Porte-d'Ivry.

Samedi 8 novembre

St Jean en Royans (26)

18h30. Salle de fêtes. Apéro-rencontre autour des expositions politiques et artistiques. 20h30. « Le Souffle de l'errance », spectacle musical par la compagnie Les Brûleurs de vies en soutien à la librairie l'Autodidacte. Dans le cadre des rencontres libertaires « Et pourtant ils existent » organisées par le groupe la Rue Rôle de la FA. Contact: laruerale@no-log.org

Pont-en-Royans (38)

20 heures. Salle des fêtes.
Concert de soutien aux jeunes détenus. Avec les Mal Barré (rock), Crushout (rock), Vital Riddim (dub step), et Drake (break beat D & B). Il est possible de rejoindre cette soirée après le spectacle musical à Saint-Jean.

Mardi 11 novembre

Besançon (25)

En cette année de commémoration du 90^e anniversaire de la fin de la Première Grande Boucherie mondiale, et aujourd'hui que les « fusillés pour l'exemple » sont réhabilités, nous venons insister auprès de vos services, afin que la rue Bersot soit débaptisée et rebaptisée en rue Lucien-Bersot, fusillé pour l'exemple.
Rassemblement à 11h30 devant le monument aux morts pacifiste où l'enfant de l'école publique laïque républicaine lève le poing et déclame: « Maudite soit la guerre! »

Gentioux (23)

À partir de 11 h, Rassemblement Antimilitariste et pacifiste autour du monument aux morts. « Maudite soit la guerre! ». Repas des Partageux à midi et demie au Villard. Tables de presse, etc... à 16 h à Faux-la-Montagne: pièce de théâtre "Le soldat O".

Le collectif libertaire
LA RUE RALE (Fédération Anarchiste) présente :

«**ET POURTANT ILS EXISTENT**»

RENCONTRES LIBERTAIRES

7 au 9 nov.'08

Salle des fêtes St Jean en Royans

VENDREDI 7 NOV. 20H30

ANARCHIE ET SOCIETE

Présentation du mouvement libertaire,
de l'historique des idées à la pratique sociale

SAMEDI 8 NOV. 20H30

LE SOUFFLE DE L'ERRANCE

Spectacle musical par les Brûleurs de Vies

EXPOSITIONS

Sam. 8 Nov. 18H30

APERO-RENCONTRE avec les artistes

ATELIERS (sur inscription)*

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE

LE FEDERALISME LIBERTAIRE

REPAS préparés avec

LA MARMITE,

cantine autogérée bio et végétarienne.

Entrée libre tout le week-end dès 9H00 expos, tables de presse, buvette.

Repas et spectacle à prix libre

Possibilité d'hébergement

***pour s'inscrire aux ateliers CONTACT : laruerale@no-log.org**

